

Monsieur
Dominique Burgener
Chemin de Longeraie 16
1630 Bulle
+41 79 342 46 05
dominique.burgener@gmail.com

REÇU

10 SEP. 2024

Bulle, le 06.09.2024

Reçu au SECA le	
12 SEP. 2024	
Original	Copie(s)
50	

Etat de Fribourg
Direction du développement territorial,
des infrastructures, de la mobilité et de
l'environnement DIME
Monsieur le Conseiller d'Etat
Jean-François Steiert
Rue des Chanoines 17
1701 Fribourg

Prise de position - modification plan sectoriel d'exploitation des matériaux (PSEM)

Monsieur le Conseiller d'Etat,

Par le présent courrier, nous, signataires du document, avons pris note de la mise en consultation dès le 12 juin 2024 du plan sectoriel pour l'aménagement des matériaux (PSEM 2024). De manière résumée, nous nous opposons de manière véhémente à la création d'un « secteur à exploiter prioritaire » à l'emplacement « La Combe » à Bulle et demandons à ce que ledit secteur soit supprimé du PSEM 2024, notamment sur la base des arguments suivants :

1) Existence d'un critère d'exclusion

En tant que propriétaires riverains du secteur à exploiter prioritaire prévu « La Combe » à Bulle, nous exigeons de la part du Canton une réévaluation totale du projet en ce qui concerne le secteur mentionné ci-dessus en tenant compte de la situation locale effective, c'est-à-dire la présence sur quasi tout le pourtour, que ce soit sur territoire bullois ou riazois, du secteur de zones résidentielles. Cet état de fait est d'ailleurs confirmé par le plan directeur cantonal lui-même (cf. annexe 1, extrait portail cartographique « territoire d'urbanisation »).

En effet, selon les dires de Madame Giancarla Papi (cheffe du SeCA) lors de la séance d'information du 25 juin 2024 et repris dans l'article du journal La Gruyère du 27 juin 2024, la distance d'un tel secteur d'exploitation est de 300 mètres par rapport à des zones résidentielles. Or, en respectant cette distance, on constate que le secteur restant est réduit à une portion infiniment plus petite que ce que laisse apparaître les plans (variante 1 et 2) présentés dans le PSEM 2024 et ne présente plus qu'une surface d'environ 25'000 m². En tenant compte d'une profondeur de 15 mètres, cela voudrait dire qu'il n'y a que 375'000 m³ de matériel exploitable. Or, selon le chiffre 4.2 du PSEM 2024 mis en consultation, un des critères d'exclusion concerne les surfaces d'assolement et ce critère précise que « Pour les surfaces d'assolement, l'entrée en matière n'est possible que pour les secteurs d'au moins 1.5 million de m³ exploitables dans leur ensemble et offrant une efficacité d'utilisation du sol d'au moins 15 m³/m² ». Vu les éléments mentionnés ci-dessus, nous constatons que le critère d'exclusion est rempli et, de ce fait, la zone prévue doit être supprimée du PSEM 2024.

2) Application de la bonne foi

De plus, les différentes zones sont définies par des données récoltées dans les années 1980 pour l'élaboration du PSAME. Dès lors, étant donné que les secteurs potentiels de gravières sont connus depuis près de 40 ans, pourquoi est-ce que les autorités publiques ont laissés s'agrandir villes et villages de manière aussi proches de ces secteurs ? En effet, le développement urbain ne date pas d'hier ni d'il y a dix ans mais bien de 20 ans.

Dans le PSEM 2011, il existe un secteur (2125.01) à l'emplacement « La Combe ». Toutefois, ce secteur est à la fois bien plus petit que celui prévu dans le PSEM 2024 et est mentionné comme « ressource à préserver ». Dès lors, il est difficile, pour les signataires, de comprendre pourquoi il y a notamment une telle différence de taille de secteur alors que les données de base sont les mêmes depuis les années 1980.

Ces questionnements sont également valables en ce qui concerne la ferme de Monsieur Albert Buchs, construite il y a environ 8 ans.

En effet, le fait que le canton ait vendu la parcelle en 2014 sans dire qu'elle était potentiellement un « secteur à exploiter prioritaire » alors que les données sur lesquelles le Canton se base actuellement datent de la fin des années 1980 et que le Canton a décidé d'intégrer ce secteur sans informer préalablement le propriétaire du terrain est contraire à la bonne foi, principe qui doit être respecté et appliqué lors de toute activité de l'Etat.

En effet, le principe constitutionnel de la bonne foi de l'art. 5 al. 3 Cst. doit en tout temps être respecté et appliqué par les organes de l'Etat et les particuliers. Ce principe a pour fondement que dans le cadre d'une relation juridique ou assimilée, le comportement adopté par une partie est de nature à générer des attentes quant à son attitude à l'avenir de la part de l'autre partie. En ce sens, qu'il s'agisse d'actes ou de paroles, cette partie est alors susceptible d'adapter son propre comportement au vu de celui adopté par la première citée (Jacques DUBEY / Jean-Baptiste ZUFFEREY, Le droit administratif général, Bâle 2014, no 716). L'interdiction des comportements contradictoires se concrétise par la réalisation de trois conditions cumulatives. Premièrement, le comportement contradictoire doit provenir d'une même autorité. Deuxièmement, il doit s'agir d'un même administré. Troisièmement, il doit s'agir d'une même affaire. Le principe de la bonne foi permet à l'administré de contraindre l'autorité de supprimer la contradiction en adoptant l'une ou l'autre option de l'alternative. Éventuellement, elle lui permet de contraindre l'autorité à adopter celui des deux comportements qui lui est le plus favorable. La jurisprudence abonde en ce sens. Par exemple, une autorité ne peut pas demander la démolition d'une construction illicite dont elle avait toléré l'existence durant un certain temps (Jacques DUBEY / Jean-Baptiste ZUFFEREY, Le droit administratif général, Bâle 2014, no 729 ss).

Or, dans le cas présent, les trois conditions cumulatives sont remplies étant que le comportement contradictoire est le fait de l'Etat de Fribourg, qu'il s'agit du même administré en la personne de Monsieur Albert Buchs et que cela concerne la même affaire étant donné que cela concerne le terrain qui lui a été cédé.

De plus, lors de la séance d'information du 25 juin 2024, Monsieur Albert Buchs a indiqué ne pas avoir pu construire où il le souhaitait étant donné la présence de nappes phréatiques, respectivement d'eaux souterraines. Si c'est effectivement le cas, il s'agit également d'un critère d'exclusion de la zone.

3) Nuisances

Néanmoins, si le Canton devait passer outre et quand même mettre en œuvre le PSEM 2024, nous attirons l'attention sur le fait que les nuisances (poussière, bruits, trafic) liées à l'extraction, que cela soit l'extraction en elle-même ou le transport (camions, rail, etc.), sont telles qu'il apparaît peu probable que les éventuelles mesures entreprises pour limiter les émissions soient suffisantes. Dans tous les

cas, il est exclu d'envisager une distance inférieure à celle de 300 mètres mentionnés par Madame Giancarla Papi, ce qui aurait comme conséquence de réduire la portion éventuellement exploitable des terrains en question (cf. chiffre 1 ci-dessus). De plus, en ce qui concerne la problématique de la distance par rapport aux habitations, nous renvoyons également à la motion 2024-GC-174 du 8 juillet 2024.

En ce qui concerne le sable, respectivement la poussière, il convient de rappeler, que malgré les milliers de kilomètres qui nous séparent du Sahara, nous sommes régulièrement confrontés à la présence des particules de sable. Dès lors, il est peu probable que les éventuelles mesures prises puissent empêcher les zones résidentielles avoisinantes d'être touchées par les particules fines, avec tous les effets négatifs que cela a sur la santé des personnes et les capacités productives de certaines entreprises. A cet égard, nous constatons déjà une augmentation de la poussière avec les premiers travaux liés à l'implantation de l'usine Rolex.

En ce qui concerne le bruit, il convient notamment de renvoyer au Plan national de mesures pour diminuer les nuisances sonores (Rapport du Conseil fédéral en réponse au postulat Barazzone 15.3840 du 14 septembre 2015, approuvé le 28 juin 2017)¹ et les Recommandations de la Commission fédérale pour la lutte contre le bruit de 2021 (CFLB)². En effet, le Plan national a notamment comme but la réduction des émissions de bruit à la source ou la promotion de la tranquillité et de la détente dans le développement urbain. A cet égard, il ne peut être nié que l'emplacement prévu est en zone urbaine (cf. annexe 1) étant donné les zones résidentielles et d'activités qui entourent les terrains en question. Ce n'est d'ailleurs pas sans raison que la Ville de Bulle y fait passer son chemin de mobilité douce (page 11 sur 28 du PV de la séance du Conseil général du 17 mars 2014) !

Dès lors, et malgré l'affirmation faite lors de la séance du 25 juin 2024, tout indique que les mesures limites fixées dans l'Ordonnance du 15 décembre 1986 sur la protection contre le bruit (OPB ; RS 814.41) seront revues à la baisse.

Il convient encore de mentionner que les services de l'Etat de Fribourg donnent des informations et des signaux contradictoires en ce qui concerne le bruit. En effet, il est indiqué au chiffre 4, « enjeux environnementaux » (p. 3) du PSEM 2024 que « *les nuisances liées à l'extraction – bruit, poussière, trafic – ainsi que les risques liés notamment à la préservation des ressources en eau, mais aussi les conflits potentiels avec la nature ont été pris en compte lors de la conception du PSEM.* » Or, il est difficilement compréhensible comment le Service de l'environnement accepte une telle proximité d'une gravière avec une zone d'habitation alors que, lors de la pose d'une pompe à chaleur (PAC), le principe de prévention doit être appliqué, tout doit être mis en place pour atténuer le bruit alors que ces dernières atteignent actuellement des niveaux sonores presque inaudibles, ce qui n'est certainement pas le cas de l'exploitation d'une gravière.

4) Aménagement du territoire

La Loi fédérale sur l'aménagement du territoire (RS 700 ; LAT) prévoit à l'art. 3 al. 3 let. b que « *Les territoires réservés à l'habitat et à l'exercice des activités économiques seront aménagés selon les besoins de la population et leur étendue limitée. Il convient notamment : [...] de préserver autant que possible les lieux d'habitation des atteintes nuisibles ou incommodantes, telles que la pollution de l'air, le bruit et les trépidations* ». De plus, l'art. 15 al. 3 LAT précise que « *L'emplacement et la dimension des zones à bâtir doivent être coordonnés par-delà les frontières communales en respectant les buts et les principes de l'aménagement du territoire. En particulier, il faut maintenir les surfaces d'assolement et préserver la nature et le paysage.* »

Or, les terrains sont actuellement en « surface agricole d'assolement ». Il s'ensuit que ces terrains sont considérés comme des bonnes terres agricoles qui doivent être préservées. Dès lors, pour permettre

¹ <https://www.news.admin.ch/news/message/attachments/48862.pdf>

² <https://www.eklb.admin.ch/fr/documentation/rapports>

l'implantation d'une gravière, il serait nécessaire de procéder à une modification de zone. Or, le plan sectoriel des surfaces d'assolement du 8 mai 2020 de la Confédération³ fixe, à la page 12, comme premier principe qu'il « *importe de minimiser la consommation de SDA à quelque fin que ce soit* » et que « *Le classement de SDA en zone à bâtir (mise en zone à bâtir) constitue une autre forme de consommation. Cette consommation peut aussi intervenir à la suite d'utilisations agricoles ou non agricoles.* » Ces points sont d'ailleurs précisés dans le Rapport explicatif du 8 mai 2020⁴, à la page 12, chiffre 4.1. De plus, il se pose la question de savoir de quelle manière lesdites surfaces d'assolement seraient remplacées pendant la durée d'exploitation de la gravière ainsi que pendant la remise en état.

Selon les informations indiquées à la page 2 du PSEM 2024, « *L'affectation du sol incombe aux communes* » et « *L'intégration d'un secteur PSEM n'équivaut pas à une mise en zone, ni à une garantie d'approbation de mise en zone. Les compétences communales et la procédure en matière d'aménagement local (PAL) restent réservées.* » Ces informations, combinées avec celles fournies lors de la séance d'information du 25 juin 2024, indiquent que la commune peut refuser l'autorisation d'une gravière mais cela devient tout de suite plus complexe dès lors que le secteur est inscrit comme « zone à exploiter prioritaire » dans le plan directeur cantonal, qui est contraignant pour les autorités communales. En effet, la commune peut refuser de modifier son PAL mais cette décision peut-être est sujette à recours jusqu'au Tribunal fédéral. En d'autres termes, même si la commune ne le souhaite pas, il est théoriquement possible qu'un particulier puisse l'obliger à faire une modification. C'est pourquoi, afin d'éviter une telle situation kafkaïenne, il est indispensable que le Canton renonce à mettre ces terrains dans le PSEM 2024.

Il convient également de prendre en compte que les terrains en question appartiennent à des privés. De ce fait, tant que les propriétaires ne veulent pas vendre le terrain, il est peu probable que la gravière puisse se faire. En effet, lors de la séance d'information du 25 juin 2024, le Conseiller d'Etat Jean-François Steiert a clairement dit que l'Etat n'allait pas exproprier une personne pour faire une gravière. Il convient d'attirer l'attention sur le fait que l'art.4 let. c Loi fédérale sur l'expropriation (LEx ; RS 711) précise que « *le droit d'expropriation peut être exercé pour l'acquisition de ce matériel [soit le matériel de construction mentionné à la lettre b], s'il n'est possible de se le procurer qu'à des conditions particulièrement onéreuse* ». En ce qui concerne le droit cantonal (Loi sur l'expropriation ; RS 76.1), l'art. 2 précise que « *l'expropriation n'est admissible que dans les cas d'utilité publique déterminés par une loi et dans la mesure où la réalisation de l'ouvrage correspond à un intérêt public* ». En d'autres termes, une éventuelle expropriation ne serait possible que dans des situations très restrictives.

Pour la zone urbaine, il a été dit que la population du canton allait continuer de croître. Par conséquent, il faut partir du principe que la zone urbaine devra s'épaissir autour de la zone d'exploitation prévue, dont la durée n'est pas éternelle mais durera certainement le temps d'une génération.

5) Trafic

Nous tenons également à relever qu'il est fait mention, aux pages 33 et 34 (secteur 2125.01, Bulle) du PSEM 2024, qu'une « *étude visant à vérifier la faisabilité technique et financière d'un raccordement sur le rail vis-à-vis d'un raccordement routier devra être effectuée avant que le secteur ne puisse être exploité* ». Or, ladite zone est quasiment encerclée par des zones 30 km/h et une route d'accès par le pré attenant aurait comme conséquence d'accaparer une surface d'assolement supplémentaire.

De plus, les accès minimalistes de la zone sont déjà engorgés par le trafic actuel, de par le développement urbain, et la situation peut être considérée comme catastrophique. Or, l'implantation de Rolex va également engendrer un trafic supplémentaire, qui sera probablement conséquent. Dès lors,

³ <https://www.are.admin.ch/dam/are/fr/dokumente/raumplanung/dokumente/bericht/b1-sachplan-fruchtfolgeflächen-08052020.pdf.download.pdf/b1-plan-sectoriel-des-surfaces-dassolement-08052020.pdf>

⁴ <https://www.are.admin.ch/dam/are/fr/dokumente/raumplanung/dokumente/bericht/b2-erlauterungsbericht-sp-fff-08052020.pdf.download.pdf/b2-rapport-explicatif-ps-sda-08052020.pdf>

il se pose la question de savoir comment le canton pense gérer la situation en ce qui concerne le trafic. Ce d'autant plus que, lors de la consultation publique du plan directeur cantonal du 17 décembre 2021⁵, il est clairement mentionné que la jonction de Bulle (P0413) connaît une saturation et un problème d'écoulement du trafic.

6) Divers - utilisation locale des matériaux – sites archéologiques

Nous relevons le fait que, lors de la présentation à Grandvillard le 25 juin 2024, il a été fait mention d'utilisation des matériaux fribourgeois pour les constructions à venir dans le canton. Or, selon les aveux mêmes des personnes présentes, il est actuellement impossible de définir où (quel chantier et quel emplacement) se dirigent les matériaux exploités, tout comme il est impossible d'exiger qu'ils viennent de la région pour des raisons de marchés publics. Dès lors, l'argument de la proximité nous paraît quelque peu fantaisiste, voire utopiste. D'ailleurs, la question 2024-GC-176 du 9 juillet 2024 soulève aussi des interrogations quant à l'utilisation locale des matériaux excavés.

Nous attirons également l'attention sur le fait qu'il existe divers emplacements archéologiques entourant le secteur « La Combe »⁶ dont un puits romain au Chemin de la Grande Gîte (CHR-764)⁷, ce qui laisse supposer d'autres sites archéologiques et semble attester la présence d'eaux souterraines.

En dernier lieu, nous renvoyons également aux arguments mentionnés dans le document « Pour un PSEM réellement durable » (annexe 3).

En attendant votre retour, nous vous adressons nos salutations les meilleures.

Au nom des signataires,



Dominique Burgener
Chemin de Longeraye 16
1630 Bulle



Alain Schaller
Chemin de Longeraye 26
1630 Bulle



Natalia Descloux Glasson
Chemin de Longeraye 20
1630 Bulle



Arlette Moeri
Chemin de Longeraye 30
1630 Bulle

En copie à :

- Ville de Bulle, à l'attention du Conseil communal
- Préfecture de la Gruyère

Annexes :

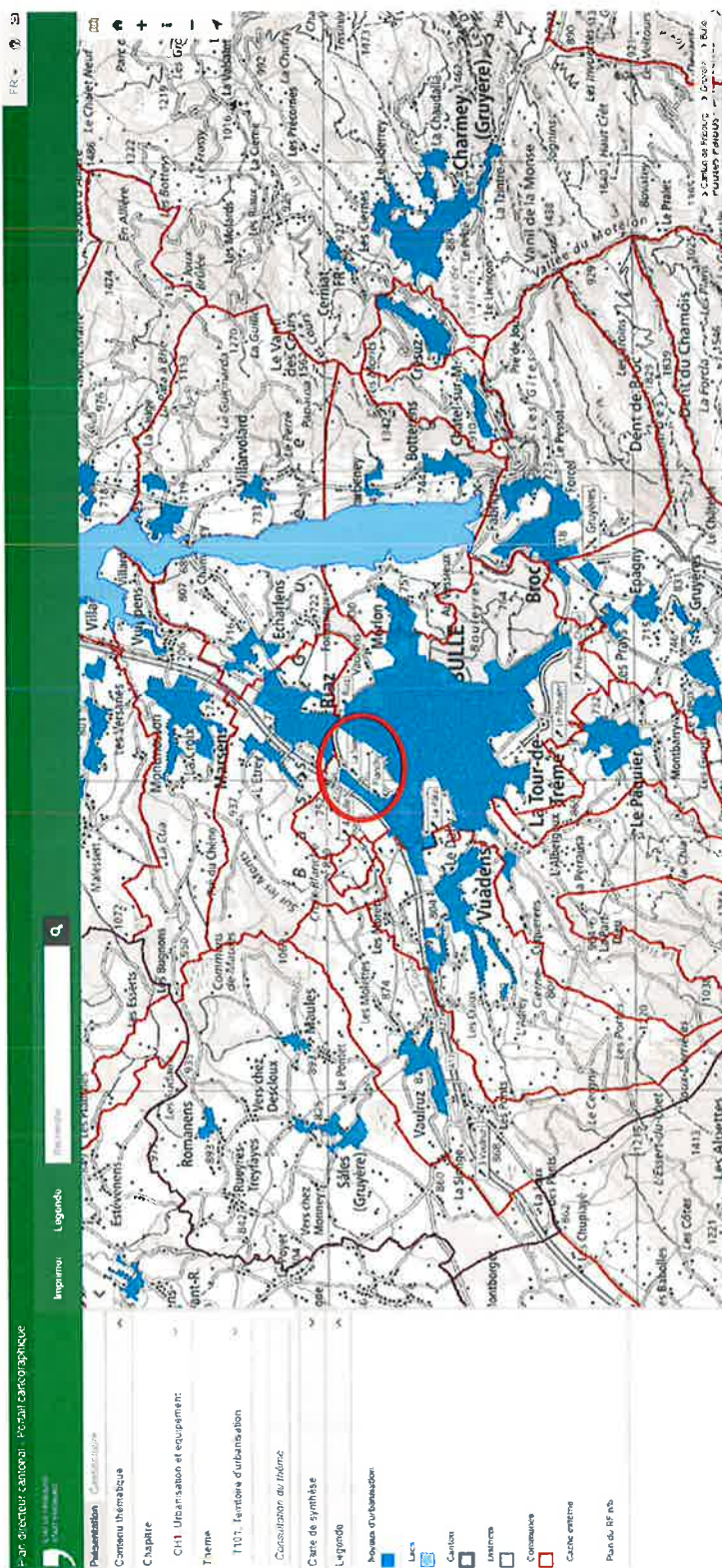
- 1) Extrait portail cartographique « territoire d'urbanisation »
- 2) Liste des signataires
- 3) Prise de position « Pour un PSEM véritablement durable »

⁵ <https://www.fr.ch/sites/default/files/2021-12/modification-2021-du-plan-directeur-cantonal-pour-consultation-publique.pdf>

⁶ https://map.geo.fr.ch/?uniquelayer=https://geo.fr.ch/ags/rest/services/OpenData/Chroniques_archeologiques/MapServer/0&datatheme=%27%27

⁷ <https://map.geo.fr.ch/pdf/ChronArc/CHR-764.pdf>

Annexe 1



Annexe 2

Nom	Prénom	Adresse	NP - Lieu	Signature
Egger	Jean-René	ch. de Langeraye 34	1630 Bulle	
Rey	Alexandre	ch. de Plaisance 51	1630 Bulle	
Chammartin	Cécile	Les Prays 13	1663 Epagny	cécile chammartin
Matos	Nicole	rue des Jardiels 24	1630 Bulle	
PICCAMP	Traci	Grande Gite 11	1630 Bulle	
PILLOU	BRIGITTE	En Créta 37	1661 Le Pâquier	
Morel	Anne	Bocherens 11	1646 Echallens	
Morel	Vincent	Bocherens 11	1646 Echallens	
Morel	Thierry	Bocherens 11	1646 Echallens	
Tenzi	Natasha	La Buchille 20	1756 Cauxens	
Gendre	Fabienne	Imp. du Verné 1	1696 Hinsternus	
Marchon	Chantal	L'Abranna 58	1645 Le Bug	
Galley	Lucienne	Ch. de Champ-Francey	1630 Bulle	
Sauteur	Catherine	Impasse des Oches	1626 Breyres-Treyfayes	
Casy	Michaël	Impasse des Oches 1	1626 Breyres-Treyfayes	
Brinot	Nicolas	Rte de Perregney 1	1699 Bred	
Bugaj	Donjeta	Rue de Vuippens 54	1630 Bulle	
Wenckebach	Miran	La Petite Fin 61	1637 Charnay	
Boerny	Thomas	Ch. du Gylblou 78	1610 Bulle	
Berise	Xavier	August-Moyeux	1630 Bulle	
Shabanov	Sultane	rue Codemine	1630 Bulle	
Schmidt	Dominique	Planfouze 7	1752 V-SG	
Gure	Nadine	Messonnais 40	1690 Villé	
Grenier	Elodie	Rue Condemine 44	1630 Bulle	
Shanich	Danar	Rue cadetie	1630 Bulle	
Tippe	Emilia	Rte Principale	1612 Sers	
Herschmann	Vesna	Rue de la Léchère 49	1630 Bulle	
Pasquier	Fabienne	Treyfayes 45	1626 Breyres-Treyfayes	
LLIKAI	MEXTOR	41 Rue MOXT BLAIS	BROC	
AlexBERT	Horrida	rue 14, BROC	1630	
Takima	Takima	Rue de la Pala	1630 Bulle	

Annexe 2

Nom	Prénom	Adresse	NP - Lieu	Signature
Villoz	Chloé	Rue de la Siange 67	1630 Bulle	
Draux	Lorine	Ch. de la Corna 12	1630 Bulle	
GASPARRINO	Franco	Ch. des Coquilles 54	1630 Bulle	
Joquet	Marcel	Ch. Longenaye 24	1630 Bulle	
Joquet	Daniel	Ch. de Longenaye 24	1630 Bulle	
Joquet	Philippe	Ch. Longenaye 24	1630 Bulle	
Castelle	M-Claude	Grande Gîte 15	1630 Bulle	
Castelle	Samuel	Grande Gîte 15	1630 Bulle	
Coquoz	Jean-Luc	Ch. de la Grande Gîte 17	1630 Bulle	
Piccard	Nicolas	Grande Gîte 11	1630 Bulle	
Perritaz	Francis	Grande Gîte 29	1630 Bulle	
Perritaz	Marie-Claude	Grande Gîte 29	1630 Bulle	
Ami	Jean-Luc	Dardous 41	1630 Bulle	
Ami	Agnès	Dardous 41	1630 Bulle	
Audergon	Jean-Marc	Chemin des Monts 35	1630 Bulle	
Audergon	Alicia	Chemin des Monts 35	1630 Bulle	
Harmon	A. Marie	Chemin des Monts 42	1630 Bulle	
Demierre	Armand	Ch. des Monts 42	1630 Bulle	
Podion	Florent	Ch. des Monts 44	1630 Bulle	
Valléion	Daniel	Ch. d'Ogoz 12	1630 Bulle	
Valléion	Marie Christine	Ch. d'Ogoz 12	1630 Bulle	
ALAIM	ANDRÉ	Chemin d'Ogoz 40	1630 Bulle	
PYTHON	CHLOÉ	Chemin d'Ogoz 40	1630 Bulle	
Savary	Claude	Ch. des Coquilles 56	1630 Bulle	
Savary	Myriam	Ch. des Coquilles 56	1630 Bulle	
Cudré	Nathalie	Ch. des Coquilles 60	1630 Bulle	
Cudré	Nicolas	Ch. des Coquilles 60	1630 Bulle	
Schouwey	Marie-José	Ch. des Coquilles 66	1630 Bulle	
Pillet	Michel	Ch. des Coquilles 68	1630 Bulle	
Groni	Evelyne	Ch. des Coquilles 70	1630 Bulle	
Zosso	Anne	Ch. des Coquilles 74	1630 Bulle	
Zosso	James	Ch. des Coquilles 74	1630 Bulle	

Annexe 2

Nom	Prénom	Adresse	NP - Lieu	Signature
Platos	Platruia	Rte Principale 121	1642 Sorens	Platos
Pereira	Sara	Rue du Malesen 51	1636 Broc	Pereira
Pereira	Sergio	Rue du Malesen 51	1636 Broc	Sergio Pereira
Trajenberg	Sara	Rte. de la Grapere 92	1723 Marly	Trajenberg
Lourenço	Lucas	Ch. de la Grande Gt ^e	1630 Bulle	Lourenço
Bruno	Alexis	Ch. du Po Grand 63	1630 Bulle	Bruno
Callo	Jacine	Ch. des Chaumaux 10	1633 Epagny	Callo
Bequer	Aurèlie	Rue de l'Europe 66	1630 Bulle	Bequer
Seyboz	William	Au village 43	1638 Morten	Seyboz
Mailard	Coralie	Rte de la Charra 20	1772 Cordley	Mailard
Tabasa	Mafalda	chemin des Clos 6	1617 Remaupens	Tabasa
Vitor De Jesus	Hugo	Route de massonnens 38	1680 Berlens	Vitor De Jesus
Selimi	ArSim	Le Gottau 19	1618 Chold Stk	Selimi
Dusse	Monlye	Ch. du Aubepres 61	1620 Sulle	Dusse
GILLARD	Louvent	Rue de Les Penseins 16	1635 Lo Tarn	GILLARD
Berxet	Aurélien	Ch. de Pré-Vent 14	1630 Bulle	Berxet
Da Rocha	João	Rte. Colacu 3	1763 G. Pecul	Da Rocha
Piloretti	Eva	La Coura 16	1726 Tergny	Piloretti
Brocard	Jennifer	Rue de Grapieres 11	1636 Broc	Brocard
Diez	Juan	Ch du Verra 2	1752 VJSQ	Diez
Ruffieux	Guillaume	Grand-Rue 19	1630 Bulle	Ruffieux
Tomorini	François	Prieuré 36	1630 Bulle	Tomorini
Blum	Stene	Rte Villard 3	1652 Botte-rens	Blum
Nancy	Fabrice	Prieuré 30	1636 Broc	Nancy
Loup	François	Rue Joseph-Raidle ²⁰	1630 Kille	Loup
Andrey	Fabien	Rue du château Fu	1636 Brau	Andrey
Chambre	Sebastien	Rte de la Bata 230	1600 François	Chambre
ETIENNE	FASCAL	RTE DE CHRWAT 1	1654 CHRWAT	ETIENNE
Clément	Fabrice	Imp. du Petit-Bey 12	1634 La Roche	Clément
Piccin	Isabelle	Imp de la Croix 21	1642 Sorens	Piccin

Annexe 2

Nom	Prénom	Adresse	NP - Lieu	Signature
Fernandez	Jl. Helena	chemin Perrenches 5	1630 Bulle	Fernandez
Ramirez	Nicolas	ch. des Campanules 6	1630 Bulle	Ramirez
Fernandez	Sose	chemin des Perrenches 5	1630 Bulle	Fernandez
Auderset	Julie	ch. Campanules 5	1630 Bulle	Auderset
Auderset	Arthur	Chemin des campanules 5	1630 Bulle	Auderset
Laner	Heike	Ch. des Perrenches 20	1630 Bulle	Laner
Congaro	Monique	Ch. des Campanules 21	1630 Bulle	Congaro
Zuilliat	Philippe	Ch. des Campanules 21	1630 Bulle	Zuilliat
Oberon	Bertrand	Campanules 19	1630 Bulle	Oberon
Fuger	Sophie	Campanules 15	1630 Bulle	Fuger
Fuger	Nordine	Campanules 15	1630 Bulle	Fuger
Ferreira	Ana	ch. des campanules 2	1630 Bulle	Ferreira
Ferreira	Luis	alt. des campanules 2	1630 Bulle	Luis Ferreira
Husaj	Eilind	Ch. des Campanules 9	1630 Bulle	Husaj
Husaj	Fajana	Ch. des Campanules 9	1630 Bulle	F. Husaj
Husaj	Hajige	Ch. des Campanules 9	1630 Bulle	H. Husaj
Ramirez	Gillian	ch. des Campanules 6	1630 Bulle	Ramirez
Ramirez	Arnaud	ch. des Campanules 6	1630 Bulle	Ramirez
McAuliffe	Francoise	Ch. des Perrenches 7	1630 Bulle	McAuliffe
Fernandez	Ruben	Ch. des Perrenches 5	1630 Bulle	Fernandez
Obersou	Anne	Ch. des Campanules 19	1630 Bulle	A. Obersou
Dehollain	Florence	Ch. des Perrenches 18	1630 Bulle	Dehollain
Brodaud	Fred	Ch. des Perrenches 18	1630 Bulle	Brodaud
Brodaud	Martin	Ch. des Perrenches	1630 Bulle	Brodaud
Brodaud	Fahim	"	1630 Bulle	Brodaud
Binz	Elsa	" 18	1630 Bulle	Binz
Mehmet	Rolun	Ch. des Perrenches	1630 Bulle	Mehmet
Mehmet	Kadir	Ch. des Perrenches	1630 Bulle	Mehmet
Mehmet	Hisniz	"	1630 Bulle	Mehmet
Mehmet	Florent	"	1630 Bulle	Florent
Mehmet	Florentina	"	1630 Bulle	Mehmet

Contre la gravère !

Annexe 2

Nom	Prénom	Adresse	NP - Lieu	Signature
Halili	Bajnom	Ch. de Pervanches 1	1630 Bulle	
Halili	Médedette	Ch. de Pervanches 1	1630 Bulle	M. Halili
Halili	Fatin	Ch. de Pervanches 1	1630 Bulle	Halili
Jusuifi	Krenar	Ch. des Pervanches 2	1630 Bulle	
Jusuifi	Faton	Ch. des Pervanches 2	1630 Bulle	
Jusuifi	Florije	Ch. des Pervanches 2	1630 Bulle	Jusuifi
Jusuifi	Albina	Ch. des Pervanches 2	1630 Bulle	Jusuifi A.
Balmat	Céline	Follières 7	1630 Bulle	
Genard	Norah	Rte des Jorilles 60	1642 Sorens	Norah G.
Collet	Emma	Ch. des Combes 3	1630 Bulle	
Perrin	Nice	Bionda 19	1632 Riaz	Perrin - Nice
Gjuresci	Zimer	Bionda 19	1632 Riaz	
Cyhan	Oscar	Rue Sainte-Agnès	1700 Fribourg	
Fellmann	Damien	Impasse de Soumy 15	1617 Remondin	D. Fellmann
Chate	John	Vuod-Maz 17	1627 Vaulinc	Chate
BALHA T	CHRISTIAN	COTRAY 4	1632 Riaz	
Genard	Xavier	Perrausa 23	1635	
Regli	Neil	Ch. de Follières 7	1630	
Balmat	Séraphine	Comba 14 Bionda Pervanches 2	1632 Riaz 1627 Vaulinc	Balmat
Genard	Marthe	La Perrausa 21	1635 la Tour de l'ère	
Pouiller	Maelle	Les Ponts d'Avan 28	1627 Vaulinc	M. Pouiller
Murith	Lucie	Ch. du Jollo 36	1630 Bulle	Murith
Gogoriet	Emilie	Par. des Marcis 34	1642 Sorens	Emilie G.
Dermont	Anois	Ch. de Montmoirion 13	1618 châtd-st-Denis	Dermont
Roumens	Loïc	Rte principale 105	1642 Sorens	
Mendes	Filipe	Rue de la Léchère 51	1630 Bulle	
Negamie	Domy	Rue de Corbières 33	1630 Bulle	
Ramirez	Luana	Ch. des Campanules 6	1630 Bulle	Ramirez
Ramirez	Eric	Campanules 6	1630 Bulle	
ÖNER	AYLA	Campanules 11	1630 Bulle	A. Öner
ÖNER	SALIH	Campanules 11	1630 Bulle	

Annexe 2

Nom	Prénom	Adresse	NP - Lieu	Signature
Orallard	Trénée	Sionge 59	1630 Brule	
Thomas	Collette	Rte des Granges 1	1635 La Tour de Trémur	
THOMAS	JEAN-LUC	"	"	"
Villy	Genevieve	Rte principale 205	1642 Sionge	
Martin	Sylvette	Chenevières 33	1636 Broc	
Buchs	Gérard	Chenevières 33	1636 Broc	
Buchs	Jannick	Rue de Gruyères 9	1636 Broc	
Metron	Paula	Chemin des Pièces	1666 Liffours	
Bernis	J. Pierre	"	"	
Ayer	Christine	Rte Principale 201	1642 Sionge	
Schmidt	Martine	Audrans 5	1720 Cornimont	
MOHAUD	Geneviève	24 Pays d'Exil 01	1630 Bulle	
Piccard	Bernard	Imp. Castel 72	1700 Fribourg	
Piccard	Lidia	Imp. Castel 12	1700 Fribourg	
Cherson	Narc	Rte Billens 71	1681 Billens	
Genoud	Leeha	Ch. Charavet 10	1618 Châtel	
Jenni	Aline	Cobegny 21	1642 Sionge	
Baudevin	Sara	Ch. de Montcalin 59	1630 Bulle	
Narard	Danielle	Ch. du Jaurou 33	1630 Bulle	
Charrière	Sandra	Rte du Petit-Doind	1727 Cornimont	
Philippon	Ange	Survill 59	1646 Echallens	
Bosson	Valérie	Soletta 83	1632 Rion	
Koch	Nelson	Oberezelgstrasse 7	1712 Täfels	
Altemann	Luca	Chemin Saint-Marc 3	1700 Fribourg	
Young	Ashley	Chemin Saint-Marc 3	1700 Fribourg	
Fagnien	Yves	Rosaire 50	1625 Sales	
Bosson	Antoinette	Soletta 56	1632 Rion	
Russard	Jean-Luc	Ondine 5	1668 Lessard	
Buchs	Alicia	Carabière 23	1630 Bulle	
Jaquet	Sarah	Rte de l'Abbaye 11	1642 Sionge	
Fragnière	Celine	Pon des Marais 4	1642 Sionge	

Annexe 2

Nom	Prénom	Adresse	NP - Lieu	Signature
Schaller	Alain	Ch. de Longerge 26	1630 Bulle	
Buchs	Joël	Rue de la Léchère 108	1630 Bulle	
Buchs	Albert	Rue de la Léchère 104	1630 Bulle	
DAVAL	Amandine	Rue de la Léchère 108	1630 Bulle	
Buchs	Jacqueline	Rue de la Léchère 104	1630 Bulle	
Vehin	Alexandre	Rue de la Léchère 100	1630 Bulle	
NEHIN	Patrick	Rue de la Léchère 108	1630 Bulle	
LAVER	Christophe	Ch. des Perrenchels 20	1630 Bulle	
Binz	Pierre-Alain	Ch. des Perrenchels 18	1630 Bulle	
Melinos	Carla	Chemin des Perrenchels 7	1630 Bulle	
P. Houd	Guy	Ch. Champ-François 114	1630 Bulle	
P. Houd	Nopelyme	Ch. Champ-François 114	1630 Bulle	
Tollenaar	Chantal	Ch. Coquilles 12	1630 Bulle	
Tollenaar	Arie	Ch. Coquilles 12	1630 Bulle	
Glasson	Aline	Ch. Coquilles 106	1630 Bulle	
Jacquat	Alexandre	Ch. d'Ogoz 16	1630 Bulle	
Jacquat	Réanne	Ch. d'Ogoz 16	1630 Bulle	
Lecht	Catherine	Ch. d'Ogoz 17	1630 Bulle	
Rey	Myriam	Ch. de Plabaz 51	1630 Bulle	
Rey	Eric	Ch. de Plabaz 51	1630 Bulle	
MATHIEU	Magalie	Ch. du Repas 12	1630 Bulle	
JELIC	Nedeljko	Ch. du Repas 12	1630 Bulle	
BORCARD	CHANTAL	Ch. de l'Aurore 34	1630 Bulle	
Reby	Bertrand	Ch. de l'Aurore 15	1630 Bulle	
Kipaux	Marie-Gab	Ch. de l'Aurore 11	1630 Bulle	
Domingues	Cristina	Ch. de Plaisance 47	1630 Bulle	
Aeby	Chantal	Ch. de l'Aurore 15	1630 Bulle	
JL	Sperisen	Dom Hermann 20	16356 Tour	
Aliji	Elmedin	Ch. du Longorage 39	1630 Bulle	
Rauweni	Elhane	Ch. de l'Aurore 47	1630 Bulle	
von Stockalper	Ursula	Ch. de l'Aurore 48	1630 Bulle	

Annexe 2

Nom	Prénom	Adresse	NP - Lieu	Signature
Sapin	Isabelle	ch. Pauvre Jacques 21	1630 Bulle	Sapin
Brühlhart	Nathalie	Rue Pierre-Ardien 24	1630 Bulle	Brühlhart
Pillet	Albert	Clos-Regots 14	1630 Bulle	Pillet
Pillet	Jacques-Louis	Clos-Regots 14	1630 Bulle	Pillet
Vordberg	Julie	Rue du Haut Pin 12	1630 Bulle	Vordberg
ZÜRCH	Caroline	Ch. de Montcalia 54	1630 Bulle	C. Zürch
YERLY	Nadia	Ch. Aurore 7	1630 Bulle	Yerly
Pauli	Catherine	ch. de la Buchette 22	1630 Bulle	Pauli
Pipoz	Isabelle	Rue de Corbières 23	1630 Bulle	Pipoz
Paschaud	Valentine	Chemin du Gibloux 34	1630 Bulle	Paschaud
Giemand	Nicole	Rue du Château d'En Bap 31	1630 Bulle	Giemand
STEFANOVIC	Jovana	Ch. Du Repou 12	1630 Bulle	Stefanovic
Vally	Clair	Ch. du Repou 12	1630 Bulle	Vally
CUENIN	Catherine	Aurore 39	1630 Bulle	CUENIN
Monney	Joseph	Ch. Aurore 27	1630 Bulle	Monney
Silgfrid	Armand	Ch. Aurore 21	"	Silgfrid
Tanner	Thierry	Chemin de l'Aurore 21	1630 Bulle	Tanner
Bosson	Jean	Rue de Moléson 1	1630 Bulle	Bosson
Bosson	Elisabeth	Rue de Moléson 1	1630 Bulle	Elisabeth Bosson
BOSSON	Jérôme	Ch. Plaisance 46	1630 Bulle	Bosson
BOSSON	Catherine	Ch. Plaisance 46	1630 Bulle	
Jurfi	Blairin	Ch. de Plaisance 46	1630 Bulle	Jurfi
Jurfi	Mineta	" " " "	" "	Jurfi
Silja	Devant	Rue du Meléson 7	1630	Silja
Romani	Vanessa	Rue Champ-Berby	1630	Romani
Bezzola	Jacques	Léchera 17	1630	Bezzola
Duposquier	Patrice	Ch. de Guet 4	1635	Duposquier
CHASSE	Suzanne	Clos Vilpous 7	1632	CHASSE
Gobet	Christian	Rue de la Paix 8	1630	Gobet
Totmar	Madeleine	Ch. de Taillemant 10	1630	Totmar
Burgener	Matt	Ch. de Longeville 16	1630	Burgener

Annexe 2

Nom	Prénom	Adresse	NP - Lieu	Signature
RAEMY	Didier	Rue de Champy 23	1632 Riaz	
RAEMY	Il-Cécile	"	"	
Boile	Patrice	Rue de Champy 18	1632 Riaz	
Appetito	Catherine	Rue de Palud 12	1630 Bulle	
Niederhäuser	Adrien	Rte de la scie 110	1665 ^{Estavannens}	
Niederhäuser	Danielle	Rue de Champy 21	1632 Riaz	
Geinoz	Max	Rue de Champy 20	1632 Riaz	
FROMONT	Géraldine	Rue de Champy 22	1632 Riaz	
Fromont	Victoria	Rue de Champy 22	1632 Riaz	
FROMONT	Hugues	Champy 22	1632 Riaz	
Fromont	Edouard	Rue de Champy 22	1632 Riaz	
NICHEL	Celine	Rue de Champy-Bossy	1632 Riaz	
RAEMY	Tamara	Rte de la Palu 120	1630 Bulle	
RAEMY	Xavier	Rte de la Palu 129	1630 Bulle	
Pandero	José M	Rte de la Palu 105	1630 Bulle	
POTRON	Angelique	Rue de Chanchou 1	1661 Le Bessin	
Morodan	Marline	Rte de la Palu 32	1630 Bulle	
NIEDERHAUSEN	OLIVIER FRANÇOIS	Rue des Menestrels 3	1635 ^{La Tour-de-} TREME	
MONTICOL	PAOLO	Ch. de l'Aurore 33	1630 Bulle	
DUPASSQUIER	Léline	Rue de la Besse 22	1630 Bulle	
CHASSOT	François	Clos du Villars 7	1632 Riaz	
Jeanneret	Alain Claude	Buchille 40	1630 Bulle	
Dumas	Marinque	Palu 100	1630 Bulle	
Binau	Véronique	Pécheres 50	1630 Bulle	
Kriegel	Dominique	Repas 26	1630 Bulle	
Figuerinha	Ana	Ch. des Cèpes 67	1630 Bulle	
Benoit	Clément	Chemin des Combles 12	1630 Bulle	
Lourenço	Carla	Ch. de la Grande-Gile	1630 Bulle	
Castella	Marie-Claire	Ch. Pauvre Jacques	1630 Bulle	
SCHAFER	Claude	Ch. Pauvre Jacques 29	1630 Bulle	
Kuagnier	Jean-Marc	Vieux-Port 57	1630 Bulle	

Annexe 2

Nom	Prénom	Adresse	NP - Lieu	Signature
Burgener	Séverine	Ch. de Longeraie 16	1630 Bulle	Burgener
Brunisholz	Bernard	ch. des Combes 20	1630 Bulle	Brunisholz
Bassel	Patricia	Ch. de la Grande-Gite 56	1630 Bulle	Bassel
Bassel	Christian	Ch. de la Grande-Gite 56	1630 Bulle	Bassel
IRZIKOVA	DANA	Ch. de Longeraie 10	1630 Bulle	IRZIKOVA
Schaller	Pascal	Ch. de Longeraie 19	1630 Bulle	Schaller
Schaller	Nathalie	Ch. de Longeraie 19	1630 Bulle	Schaller
Schaller	Carole	Ch. de Longeraie 26	1630 Bulle	Schaller
Eggenschwiler	Jean-Paul	Ch. de Longeraie 17	1630 Bulle	Eggenschwiler
Schaller	Timothée	ch. de Longeraie 19	1630 Bulle	Schaller
Schaller	Beatrice	ch. Follieien 33	1630 Bulle	Schaller
André	Jean-Pierre	ch. des Morts 30	1630 Bulle	André
Ejupi	Hana	Ch. des Combes 6	1630 Bulle	Ejupi
Barquet	Julien	Ch. de la Grande-Gite 60	1630 Bulle	Barquet
David	Joseph	Ch. de la Grande-Gite 60	1630 Bulle	David
David	Amélie	Ch. de la Grande-Gite 60	1630 Bulle	David
Olivier	Charrière	Ch. de la Grande-Gite 46	1630 Bulle	Olivier
Alvaro	Miclo	Ch. de la Grande-Gite 43	1630 Bulle	Alvaro
DOUHÉRET	Cynthia	Ch. de la Grande-Gite 42	1630 Bulle	Douhéret
MEYLING	Albert	Ch. de la Grande-Gite 42	1630 Bulle	Meyling
Schindler	Catherine	Ch. de la Grande-Gite 6	1630 Bulle	Schindler
Schindler	Tiffany	Ch. Grande Gite 6	1630 Bulle	Schindler
Schindler	Christelle	Ch. de la Grande-Gite 6	1630 Bulle	Schindler
Joliat	Laurence	Ch. de la Grande-Gite 36	1630 Bulle	Joliat
Joliat	Philippe	Ch. de la Grande-Gite 36	1630 Bulle	Joliat
Imboden	Gilbert	Ch. de la Grande-Gite 11	1630 Bulle	Imboden
Imboden	Michael	Grande Gite 10	1630 Bulle	Imboden
Bertschy	Aurora Maria	Ch. de la Grande-Gite 16	1630 Bulle	Bertschy
Seydoux	Melanie	Ch. de la Grande-Gite 22	1630 Bulle	Seydoux
KAMOS	JUAN CARLOS	Ch. de la Grande-Gite 26	1630 Bulle	KAMOS
Wicht	Yvette	Ch. de la Grande-Gite 28	1630 Bulle	Wicht

Annexe 2

Nom	Prénom	Adresse	NP - Lieu	Signature
LOURENCO	Pedro	Ch. Grande-Gîte 31	1630 Bulle	
Laurenco	Carla	ch. Grande-Gîte 31	1630 Bulle	
Kolly	Loanne	Ch. de la Grande Gîte 39	1630 Bulle	
Kolly	Philippe	Ch. de la Grande-Gîte 39	1630 Bulle	
Kolly	Martine	Ch. de la Grande Gîte 39	1630 Bulle	
Kolly	Mathis	Ch. de la Grande-Gîte 39	1630 Bulle	
Maguin	Janne	Ch. de la Grande-Gîte 39	1630 Bulle	
Doffmann	André	Ch. de la Grande-Gîte 4	1630 Bulle	
Hettmann	Philippe	Ch. de la Grande Gîte 4	1630 Bulle	
Imboden	Franziska	Ch. de la Grande-Gîte 10	1630 Bulle	
Grandjean	Clara	Ch. Grande-Gîte 32	1630 Bulle	
Piccard	Pascal	Ch. Grande Gîte 21	1630 Bulle	
GOUGLER	HELENE	Ch. Grande Gîte 9	1630 Bulle	
Schaller	Florian	Ch. de Lengerage 15	1630 Bulle	
Charrière	Nathalie	Ch. Grande Gîte 5	1630 Bulle	
Charrière	Eric	Ch. Grande - Gîte 5	1630 Bulle	
ACCATON	VINCENT	CH. GRANDE GÎTE 19	1630 BULLE	
ACCATON	CHRISTIANE	CH. GRANDE GÎTE 19	1630 BULLE	
JULMY	GABRIEL	CH. GRANDE Gîte 2	1630 Bulle	
JULMY	Yvonne	CH. Grande-Gîte 2	1630 Bulle	
Aebler	Philippe	Ch. Grande Gîte 22	1630 Bulle	
Hayward	Monika	Ch. de la Grande Gîte 22	1630 Bulle	
KOMOS	Arthur	Ch. de la Grande Gîte 25	1630 Bulle	
PHARISA	Christine	Ch. de la Grande Gîte	1630 Bulle	
PHARISA	Bernard	Ch. de la Grande Gîte	1630 Bulle	
Schneuwly	Josée	Ch. de la Grande Gîte 12	1630 Bulle	
Frossard	Amélie	Route de Jorlon 9	1630 Bulle	
Luter	Erna	Ch. de la Grande Gîte 2	1630 Bulle	
RAPOT	Claude	idem	idem	
Gougler	Zoran	Ch. Grande Gîte 5	1630 Bulle	
Soly	Lucas	Rue du Tirage 3	1630 Bulle	

Annexe 2

Nom	Prénom	Adresse	NP - Lieu	Signature
Bersot	David	chemin des combes, 12	1630 Bulle	
Bersot	Anne-Laure	chemin des combes, 12	1630 Bulle	
Xueguang	ZHANG	Ch. de l'Aurore 52	1630 Bulle	
Duofang	NIV	Ch. de l'Aurore 52	1630 Bulle	
Grand	Jean-Louis	Ch. des Coquilles 59	1630 Bulle	
Grand	Lydia	Ch. Coquilles 59	1630 Bulle	
Mevily	Doriane	Chemin des Combes 27	1630 Bulle	
Müller	Philippe	Chemin des Combes 20	1630 Bulle	
Müller	Catherine	Chemin des Combes 18	1630 Bulle	
PERLA	Rita	Ch. Combes 18	1630 Bulle	
Henchog	Brigitte	Ch. des Combes 22	1630 Bulle	
Seydoux	Poliquie	Ch. des Combes 18	1630 Bulle	
Seydoux	DIDIER	CH des Combes 18	1630 Bulle	
Kouki	HOUSSEMENT	NE CH. des Combes 14	1630 Bulle	
Niquille	Marcelle	Closalet 25	1635 La Tour	
GRAND	Gerold	Coquille 49	1630 Bulle	
GRAND	Christiane	Ch. Coquilles 49	1630 Bulle	
Pipoz	Sacha	Ch. des Coquilles 122	1630 Bulle	
Pipoz	Olivier	Ch. des Coquilles 42	1630 Bulle	
Pipoz	Raphaëlle	Ch. des Coquilles 122	1630 Bulle	
Pipoz	Nicolas	Ch. des Coquilles 122	1630 Bulle	
Allaman	Théo	Ch. des Coquilles 130	1630 Bulle	
Berthoin	Jean-Daniel	Ch. des Coquilles 134	1630 Bulle	
Fullyrel	Yann	Ch. des Coquilles 133	1630 Bulle	
Meynard	Marie Anne	Ch. des Coquilles 133	1630 Bulle	
CASTRO JURY	Clodys BURTH	CH des Monts 20	1630 Bulle	Ruth Castro Jury
Dupontuis	Paul-André	Ch. des Monts 22	1630 Bulle	
JUAN	Juan Edouard	Ch. des MONTs 20	1630 Bulle	
Pittet	Maxime	Ch. des Monts 29	1630 Bulle	
Schmiedly	François	Ch. des Monts 31	1630 Bulle	
Charrière	Anna	Ch. des Monts 19	1630 Bulle	

Annexe 2

Nom	Prénom	Adresse	NP - Lieu	Signature
Eccléy	Baptiste	Chemin des Combes 19	1630 Bulle	
Schuster	Marie-F	" d. 17	1630 Bulle	
Oberson	Isabelle	Ch. des Combes 15	1630 Bulle	
Oberson	Edith	Ch. des Combes 15	1630 Bulle	
Salamin	Ursula	Ch. des Combes 2	1630 Bulle	
Treichler	Samantha	Rue de Dardens 49	1630 Bulle	
Treichler	Indorio	Rue de Dardens 49	1630 Bulle	
Huguenin	Yvan	Rue de Montsalvers 18	1636	
Gex	Claude	Chemin des Combes 4	1630 Bulle	
Cozzarolo	Jean-Marie	Ch. d'Ogoz 3	1630 Bulle	
Cozzarolo	Bettina	Ch. d'Ogoz 3	1630 Bulle	
Chavaille	Marline	Ch. des Coquilles 35	1630 Bulle	
Chavaille	Sosie	Ch. des Coquilles 35	1630 Bulle	
Chavaille	Anthony	Ch. des Coquilles 35	1630 Bulle	
Brocard	Elisabeth	Ch. des Coquilles 16	1630 Bulle	
Génoud	Fernand	" des Coquilles 126	1630 Bulle	
DREYER	ERIC	CH. COQUILLES 148	1630 Bulle	
FRÉDÉRIC	FRIÉRIQUE	CH. COQUILLES 122	1630 Bulle	
MARIOTTI	Nicolas	Ch. Coquilles 45	1630 Bulle	
CLIVAZ MARIOTTI	Lourence	Ch. des Coquilles 45	1630 Bulle	
Mariotti	Romain	Ch. des Coquilles 45	1630 Bulle	
Mariotti	Maxime	Ch. des Coquilles 45	1630 Bulle	
Marchon	Bernard	Ch. des Monts 36	1630 Bulle	
Marchon	Josiane	" " " "	" "	
Escher	Christ	Chemin Monts 40	1630 Bulle	
Resch	S. Pierre	Ch. des Monts 49	1630 Bulle	
Leumas	Nicolas	Chemin des Monts 45	1630 Bulle	
Horand	Clorence	Ch. des Monts 56	1630 Bulle	
Deby	Anne	Ch. des Monts 54	1630 Bulle	
Abazi	Ramadan	Heintalstrasse 71a	8048 Zürich	
Kuteshli	Qendresa	Heintalstrasse 71a	8048 Zürich	

Annexe 2

Nom	Prénom	Adresse	NP - Lieu	Signature
Bertherin	Claire	Ch. des Coquilles 134	1630 Bulle	Bertherin
Bertherin	Court	Rue du moulin 26	1630 Bulle	
Bertherin	Paul	Ch. des coquilles 134	1630 Bulle	
Sorodol	Xhelal	Ch. de la Cornue 2	1630 Bulle	
De Mak	forç	eff. de la cornue 1	1630 Bulle	
Daifata	Aldina	ch. de la Cornue 1	1630 Bulle	
Piccard	Jacqueline	Ch. de la Cornue 5	1630 Bulle	Piccard
"	Gloria	"	1630 Bulle	Piccard
"	Maxe	"	1630 Bulle	Piccard
"	Alain	"	1630 Bulle	Piccard
Pomero	Carole	"	1630 Bulle	Pomero
Piccard	Pierrette	"	1630 Bulle	Piccard
Berger	Anne	ch. de la Cornue 21	1630 Bulle	Berger
Mayer	Gaël	Ch. de la Cornue 21	1630 Bulle	
Paulos	Audreia	Ch. de la Cornue 23	1630 Bulle	Paulos
Kornd	Max	Ch. de Fontanette 23	1630 Bulle	Kornd
Kornd	Julla	Ch. de Fontanette 23	1630 Bulle	Kornd
Martin	Bruno	ch. de Fontanette 27	1630 Bulle	
Bochud	Joseph	ch. des Combres 7	1630 Bulle	Bochud
Bochud	Marie-Josée	ch. des Combres 7	1630 Bulle	Bochud
Collet	Sylvia	Ch. Combres 3	1630 Bulle	Collet
Itaceras	Miguel	" " "	" "	Itaceras
Terreaux	Dickier	Ch. d'Ogoz 7	1630 Bulle	Terreaux
Terreaux	Sophie	" " "	" " "	Terreaux
Inzeichen	M. Franco	Ch. d'Ogoz 21	1630 Bulle	Inzeichen
Giller	Anne	Dardons 39	1630 Bulle	Giller
Barras	Rosa-Maria	Dardons 31	1630 Bulle	Barras
Reinhold	Christel	Champ-Francois	1630 Bulle	Reinhold
Reinhold	J. Pierre	Champ-Francois	1630 Bulle	Reinhold
Villoz	Jeanine	Champ-Francois 7	1630 Bulle	Villoz
Villoz	Paul	Champ-Francois 7	1630 Bulle	Villoz

PA 1102

Annexe 2

Nom	Prénom	Adresse	NP - Lieu	Signature
Perle Prost	Veronique	Ch Coquilles 41	1630 Bulle	V. Prost
PROST	GEORGES	ch. des Coquilles 41	1630 Bulle	
Glasson	Aguès	Ch. des Coquilles 31	1630 Bulle	A. Glasson
GLASSON	Bruna	ch. des Coquilles 31	1630 Bulle	
Vallotton	Raymond	Pays d'Enchaun 39	1630 Bulle	Raymond
Vallotton	Ross	Pays d'Enchaun 39	1630 Bulle	Ross
Brodard	Anne-Laure	Le Dolly 136	1626 Vaudon	Brodard
Glasson	Marc	Ch. de Longeraie 20	1630 Bulle	Marc
Deshalles	Maurice	Ch. d'Ogoz 2	1630 Bulle	Maurice
Favre	Julien	Rue des Perce-Neige 20	1632 Riaz	Julien
Favre	Oksana	Rue des Perce-Neige 20	1632 Riaz	Oksana
Bytyqi	Artan	Rue des Perce-Neige 4	1632 Riaz	Artan
Bytyqi	Kosovare	Rue des Perce-Neige	1632 Riaz	Kosovare
Droux	Jonathan	Rue Champ-Bossan 47	1632 Riaz	Jonathan
Droux	Laetitia	Rue Champ-Bossan 47	1632 Riaz	Laetitia
Jaquet	Lucien	Rue Champ-Bossan 45	1632 Riaz	Lucien
Chenoux Jaquet	Anne	Rue Champ-Bossan 45	1632 Riaz	Anne
Morel	Lydie	Rue Champ-Bossan 41	1632 Riaz	Lydie
Monferini	Caroline	Rue des Charmilles 60	1632 Riaz	Caroline
MONFERINI	GREGOIRE	Rue des Charmilles 60	1632 Riaz	GREGOIRE
Demini	Blerim	Rue des Perce-Neige 8	1632 Riaz	Blerim
Pauli	Eric	chemin d'Ogoz 28	1630 Bulle	Eric
Bellini	Adrienne	chemin d'Ogoz 29	1630 Bulle	Adrienne
Bellini	Sascha	ch. d'Ogoz 29	1630 Bulle	Sascha
Vaudon	Aude	Ch. d'Ogoz 24	1630 Bulle	Aude
Favre	Emmanuel	Ch. d'Ogoz 8	1630 Bulle	Emmanuel
Sauré	Martina	ch. des Combis 8	1630 Bulle	Martina
Sauré	Guillaume	Ch. des Combis 8	1630 Bulle	Guillaume
Zauger	Choutel	Ch. d'Ogoz 32	1630 Bulle	Choutel
Zauger	Georges	" " "	" "	Georges
Uldry	Simon	Chemin de Folliet 33	1630 Bulle	Simon

Annexe 2

Nom	Prénom	Adresse	NP - Lieu	Signature
Mesot	Coralie	Rue de la Léchère 63	1630 Bulle	
Berisuy	Violaine	" " " " 57	1630 Bulle	
ARTEAGA	Regina	chemin de plaisance 6	1630 Bulle	
Bochud	Alexia	Ch. de l'Aurore 32	1630 Bulle	
Doulaz	Evann	Ch. de l'Aurore 42	1630 Bulle	
Doulaz	Bénédicte	Ch. de l'Aurore 42	1630 Bulle	
Morand	Jacqueline	Ch. de l'Aurore 49	1630 Bulle	
Lucana	Francesco	Ch. de l'Aurore 50	1630 Bulle	
Rodriguez	Nuno	Ch. de l'Aurore 40	1630 Bulle	
Guimy	Joseph	Ch. Aurore 40	1630 Bulle	
Guimy	Marianne	Ch. Aurore 40	1630 Bulle	
Maguin	Nathalie	Ch. Aurore 37	1630 Bulle	
Maguin	Hena	Ch. Aurore 37	1630 Bulle	
Maguin	Narc	Ch. de l'Aurore 37	1630 Bulle	
Reale	Nicde	Ch. de l'Aurore 33	1630 Bulle	
REALE	Richardel	Ch. de l'Aurore 33	1630 Bulle	
DESARTEAS	Sandra	Ch. de Plaisance 64	1630 Bulle	
Malnoy	Virginie	Ch. de Plaisance 71	1630 Bulle	
Malnoy	Fabrice	Ch. de Plaisance 71	1630 Bulle	
Malnoy	Leane	Ch. de Plaisance 71	1630 Bulle	
Pasquier	Nicolas	Ch. de Plaisance 18	1630 Bulle	
Yan	Ling long	Ch. de Plaisance 18	1630 Bulle	
Pasquier	Noémie	Ch. de Plaisance 18	1630 Bulle	
Freire	Hugo	Ch. de l'Aurore 27	1630 Bulle	
Damaso	Sandra	Ch. de l'Aurore 16	1630 Bulle	
Selk	Fabio	Ch. de l'Aurore 16	1630 Bulle	
ROSE	Ingrid	Ch. de Plaisance 38	1630 Bulle	
HUET	Nicolas	Ch. de Plaisance 38	1630 Bulle	
Schaller	Joë	Ch. de Longesaye 26	1630 Bulle	
Sottas	Michèle	Rte Intyamon 200	1663 Epagny	
Hugon	Eloot	RTE du port 25	1663 Epagny	

Annexe 2

Nom	Prénom	Adresse	NP - Lieu	Signature
Schouwey	François	Chemin des Coquilles 166	1630 Bulle	
Grandjean	Sylviane	Chemin des Coquilles 68	1630 Bulle	
Hassfeld	Sandra	Chemin des Coquilles 78	1630 Bulle	
Berthold	Marcelus	" " "	" "	
Rusca	Jaehin	Chemin des Coquilles 118	1630 Bulle	
MATOUŠKOVÁ	JANA	Ch. des Coquilles 116	1630 Bulle	
Hardman	Katia	Ch. des Coquilles 116	1630 Bulle	
Maj	Policiu	Ch. des Coquilles 116	1630 Bulle	
RAMOS	Antoine	Ch. des Coquilles 114	1630 Bulle	
Blanc	Philippe	Ch. des Coquilles 112	1630 Bulle	
Blanc	Michelle	Ch. des Coquilles 112	1630 Bulle	
Grandjean	André	Ch. des Coquilles 108	1630 Bulle	
AMMANN	Thérèse M.-Claire	Ch. Coquilles 104	1630 Bulle	
CRAUSAZ	Chienne	Ch. Coquilles 106	1630 Bulle	
Eggenchwil	Samira	Rue de la Gruyère 20	1632 Riaz	
Eggenchwil	Alexandre	Rue de la Gruyère 20	1632 Riaz	
Sauter	Alfred	Rte Gruyère 10	1630 Fribourg	
Charnière	Nicolas	Ch. des Mouts 19	1630 Bulle	
Bertolotto	Marino	Port de Horlon 9	1630 Bulle	
Reguero	Belen	Rue de Gruyères 49	1630 Bulle	
Reiser	Jürg	Ch. Coquilles 5	1630 Bulle	
Genard	Anline	Ch. des Coquilles 7	1630 Bulle	
Geneval	Patrice	" "	" "	
JOSÉ	Guerin	Ch. de Fontanette 1	1630 Bulle	
Guerra	Michel	Ch. de Fontanette 1	1630 Bulle	
Francisco	Leonardo	Ch. de Fontanette 3	1630 Bulle	
Pirques	Sindy	Ch. de Fontanette 3	1630 Bulle	
Kumarand	Harshita	Ch. de Fontanette 4	1630 Bulle	
Aberzi	Dorshurje	Ch. de Fontanette 11	1630 Bulle	
Rodrigues	Paulo	Ch. de Fontanette 15	1630 Bulle	
Rodrigues	Sylvie	Ch. de Fontanette 15	1630 Bulle	

Annexe 2

Nom	Prénom	Adresse	NP - Lieu	Signature
SAPIN	GASTON	Ch. Pauvre-Jacques 27	1630 Bulle	G. Sapin
Dupasquie	Jean-Marc	ch. du Gout 4	1635 Tors-de-Tier	J. Dupasquie
ROTOND	NICOLAS	KOTO NDR	1633 Marsey	ROTOND
GUIDET	Florian	Rue de la Paterne	1630 Bulle	Florian Guidet
FAUX	Marie O	Gout 2	1635 T Tier	M. Faux
MICHEL	Yvan	Rue du Château Gr Bo	29 1630 Bulle	Y. Michel
Sauvay	Didier	chemin de l'Anoret	1630 Bulle	D. Sauvay
Pauli	André	Ch. de la Buchille 82	1630 Bulle	A. Pauli
Jacquet	Joseph	Ricita 3	1630 Bulle	J. Jacquet
ELRHART	Julie	Rue de Vaille 32	1635 Tors-de-Tier	J. Elrhart
Aeby	N. Antoine	2e Pâla 38	1630 Bulle	Aeby, N. Antoine
Bouiller	Magali	Rte de la Pâla 42	1630 Bulle	M. Bouiller
Pehini	Robert	Capoulles 152	1630 Bulle	R. Pehini
Fragmière	Patric	Rue du Châteaux en h	31 1630 Bulle	P. Fragmière
Jeanbourquin	Lise	Vers les Roulin 15	1634 La Roche	L. Jeanbourquin
Jeanbourquin	Marie	Vers les Roulin 15	1634 La Roche	M. Jeanbourquin
Jeanbourquin	Baptiste	Vers les Roulin 15	1634 La Roche	B. Jeanbourquin
Jeanbourquin	Jane	Vers les Roulin 15	1634 La Roche	J. Jeanbourquin
Herzog	Catherine	Ch. du Repou 19	1630 Bulle	C. Herzog
Herzog	Beat	Ch. du Repou 19, 5	1630 Bulle	B. Herzog
Espech	Anna Paul	CH DE LA Fontaine	1630 Bulle	A. Espech
Espech	Eleng	Ch. de la Fontaine	1630 Bulle	E. Espech
Mallopinis	Elvi	Ch. de la Fontaine	1630 Bulle	E. Mallopinis
Borlot	Barbara	Ch. Cornu 7, 1630	1630 Bulle	B. Borlot
Gondan	Marquante	Dardens 35	1630 Bulle	M. Gondan
Kunz	Déat	Dardens 36	1630 Bulle	D. Kunz
Kunz	Martine	Dardens 36	1630 Bulle	M. Kunz
Repond	Didier	Rue de la Grangère 22	1632 Riaz	D. Repond
Repond	Bazille	Rue de la Grangère 22	1632 Riaz	B. Repond
Repond	Romain	Rue de la Grangère 22	1632 Riaz	R. Repond
Sluder	Yvett	Rte des Chênes 3	1723 Hary	Y. Sluder

Annexe 2

Nom	Prénom	Adresse	NP - Lieu	Signature
Savary	Antoinette	Vieux Châlet 28	1635 la Tou	JC Savary
Donner	Ursina	Léchère 27	1630 Bulle	Donner
Danner	Jean-Paul	Léchère 27	1630 Bulle	JP Danner
SEYDOUX	MALIK	Chemin des Coquilles 142	1630 Bulle	SEYDOUX
Büsch	Zénédicte	A. Feignon 15	1630 Bulle	Büsch
Hoffer	Steve	Ch. Champ-Francoy 108	1630 Bulle	Hoffer
Keller Hoffer	Patricia	Ch. Champ-Francoy 108	1630 Bulle	Keller Hoffer
Büsch	Gérard	Ch. Abbé-Neignon 15	1630 Bulle	Büsch
Cuennet	Joëlle	Dardens 45	1630 Bulle	Cuennet
Bosson	Sébastien	Rte des Monts 19	1632 Riaz	Bosson S
Bosson	Jean Marc	Rte des Monts 19	1632 Riaz	Bosson
Liberman	Gérald	Ch. des Corniches 14	1636	Liberman
Savary	Jérôme	Ch. des Craux de Valère 16	1630 Bulle	Savary
Toland	Natada	Ch. d'Ogoz 20	1630 Bulle	Toland
TORAND	Bernard	Ch. d'Ogoz 20	1630 Bulle	TORAND
VILLOZ	Gonzague	Ch. Jean-Crotti 20	1630 Bulle	VILLOZ
Demiere	Pélerine	Ch. de Clos-Regats 29	1630 Bulle	Demiere
Schaller	Manon	Ch. de Longesaye 26	1630 Bulle	Manon Schaller
Costa	Jana	Rue de la Léchère 35	1630 Bulle	Costa
Gasparrini	Maria	Coquilles 54	1630 Bulle	Gasparrini
Kelly	Marlene	Grande-Côte 39	1630 Bulle	Kelly
Vermann	Alyx	Rue de la Bâillière 9	1630 Bulle	Vermann
Rodrigues	Hagati	Le Dally 98	1628 Vaudens	Rodrigues
DUFFAU	Sarah	Route de Beaumont 18	1700 Fribourg	DUFFAU
ROMEN	Christine	Route de Beaumont 18	1700 Fribourg	ROMEN
Kern	Christine	Route des dunes 7	1700 Fribourg	Kern
Siffert	Yasmine	Route de la Vierge 2	1700 Fribourg	Siffert
Collet	Valentine	Chemin de Bethlehem 14	1700 Fribourg	Collet
Rolle	Opélie	Chemin Aurore 28	1630 Bulle	Rolle
Nachado	Tomas	Chemin Aurore 21	1630 Bulle	Nachado
KHADIO	Hasson	Chemin Aurore 16	1630 Bulle	KHADIO

Annexe 2

Nom	Prénom	Adresse	NP - Lieu	Signature
Buchs	Audrey	Chemin de l'Aurore 17	1630 Bulle	A. Buchs
Buchs	Flavien	chemin de l'Aurore 17	1630 Bulle	Flavien Buchs
Chappaloy	Baptiste	Le Perrey 34	1657 Enney	B. Chappaloy
Jaccotet	Anne-Cécile	Rte de Bollens 19	1652 Bollens	A. Jaccotet
Jaccotet	Elise	Le Perrey 34	1657 Enney	E. Jaccotet
BRIDANT	Sylvaine	Ch. de l'Aurore 14	1630 Bulle	S. Bridant
DINEIRO	João	Ch. de l'Aurore 21	1630 Bulle	J. Dineiro
Plantins	Samantha	Ch. de l'Aurore 14	1630 Bulle	S. Plantins
Reulim	Hugo	Ch. de l'Aurore 12	1630 Bulle	H. Reulim
Rocha	Tânia	chemin de l'Aurore 12	1630 Bulle	T. Rocha
Rocha	Paulo	chemin de l'Aurore 12	1630 Bulle	P. Rocha
Obeson	Josiane	Chemin de Plaisance 2	1630 Bulle	J. Obeson
Gonzalez	Márcia	Chemin de Plaisance 4	1630 Bulle	M. Gonzalez
Royes	Samantha	Chemin de Plaisance 4	1630 Bulle	S. Royes
Figue	João-Marc	Chemin de Plaisance 7	1630 Bulle	J. Figue
Figue	Paula	chemin de Plaisance 7	1630 Bulle	P. Figue
KADISHI	Alphonse	chemin de Plaisance 11	1630 Bulle	A. Kadishi
KADISHI	OSCAR	" " " 11	1630 Bulle	O. Kadishi
Berthoud	Jeanine	Ch. de Plaisance 7	1630 Bulle	J. Berthoud
Dammak	Simon	Ch. de Plaisance 14	1630 Bulle	S. Dammak
Jalmy	Isabelle	ch. des Monts 50	1630 Bulle	J. Jalmy
Jalmy	Alice	ch. des Monts 50	1630 Bulle	A. Jalmy
Natias	Christelle	Ch. du Guet 11	1635 B. d'Ardenne	C. Natias
Allaman	Christophe	Ch. des Copilles 130	1630 Bulle	C. Allaman
Allaman	Nathalie	Ch. Copilles 130	1630 Bulle	N. Allaman
Rodrigues	Paulo	Ch. de Plaisance	1630 Bulle	P. Rodrigues
Ferreira	Estimac	Ch. de Plaisance 27	1630 Bulle	E. Ferreira
Vlery	Hervé	Ch. de Plaisance 36	1630 Bulle	H. Vlery
Jaeger	Gabriel	Ch. de Plaisance 35	1630 Bulle	G. Jaeger
FUCHS	Josiane	Bouleyres 14	1630 Bulle	J. Fuchs
Bosson	Catherine	Ch. de Plaisance 46	1630 Bulle	C. Bosson

Annexe 2

Nom	Prénom	Adresse	NP - Lieu	Signature
Môri	Stéphane	Rue des Charmilles 52	1632 Riaz	Stéphane
Môri	Flam a	Rue des Charmilles 52	1632 Riaz	Flam a
Elly Nod	Nyriam	Rue des Charmilles 52	1632 Riaz	Nyriam
Bodgat	Norbert	Rue des Charmilles 52	1632 Riaz	Norbert
Bourguet	Thérèse	Rue des Charmilles 52	1632 Riaz	Thérèse
Pittet	André	Rue des Charmilles 52	1632 Riaz	André
Pittel	Guillaume	Rue des Charmilles 52	1632 Riaz	Guillaume
Etienne	Aurélien	Rue des Charmilles 52	1632 Riaz	A. Etienne
Blanc	Laetitia	Rue des Charmilles 52	1632 Riaz	Blanc
Kisenga	David	Perce-Neige 16	1632 Riaz	David
Dochaz	Charly	" " 16	Riaz	Charly
Doutay	Nado	" " 16	"	Nado
Pereira	Ruben	Rue Champ-Besson 33	Riaz	Ruben
Bedrija	Muhabi	" " " 39	Riaz	Muhabi
Baudat	Loic	Rue des Charmilles 56	Riaz	Loic
Baudat	Alina	Rue des Charmilles 56	Riaz	Alina
Rigault	Amal	Chas-de-Lian 3	Riaz	Amal
Clement	Pascal	Aurore 1A	Riaz	Pascal
Bordas	Christian	Rue de Champy 43	Riaz	Christian
Tombannat	Claudine	Rue de Champy 43	Riaz	Claudine
Ramabaja	Valen	Rue des Perce-Neige 22	Riaz	Valen
Ramabaja	Naile	Rue des Perce-Neige 22	Riaz	Naile
Ramabaja	Rarin	Rue des Perce-Neige 22	Riaz	Rarin
Jakupac	Anel	Rue des Perce-Neige 28	Riaz	Anel
Jakupac	Nancy	Rue des Perce-Neige 18	Riaz	Nancy
Santos	Andreia	Rue des Perce-Neige 38	1632 Riaz	Andreia
Vicente	Filipe	Rue Perce-Neige 38	1632 Riaz	Filipe
Sanev	Michel	Champ-Besson 27	1632 Riaz	Michel
Jordan Sanev	Sophie	Champ-Besson 27	1632 Riaz	Sophie
Graugier	Pierre	Champ-Besson 25	1632 Riaz	Pierre
Graugier	Christine	Champ-Besson 25	1632 Riaz	Christine

Annexe 2

Nom	Prénom	Adresse	NP - Lieu	Signature
Géjanin	Mike	Rue des charmillles 14	1632 Riaz	
Castella	Bernard	Champy 27	1632 Riaz	
Pasquier	Patricia	Alpettes 11	1632 Riaz	
Fonseca	Lilia	Alpettes 7	1632 Riaz	
Demierre	Daniel	Alpettes 6	1632 Riaz	
Demierre	Ria	Rue des Alpettes 6	1632 Riaz	
Dufan	Isabela	Rue des Alpettes 5	1632 Riaz	
Dufan	Vitor	Rue des Alpettes 5	1632 Riaz	
Obersan	Eliane	Alpettes 2	1632 Riaz	
Obersan	Georges	Alpettes 2	1632 Riaz	
Bugnon	J-Marc	Alpettes 3	1632 Riaz	
Bugnon	Marcelle	Alpettes 3	1632 Riaz	
Ethienne	Georges	Alpettes 1	1632 Riaz	
Blanc	Martine	Xavier-de-Poret 8	1632 Riaz	
TÜRKE	André	Xavier-de-Poret 4	1632 Riaz	
Türke	Byron	—	—	
Gollenand	Evelyn	Xavier-de-Poret 3	1632 Riaz	
Dumina	Jean-Daniel	Xavier-de-Poret 3	1632 Riaz	
Gollenand	Jordan	Xavier-de-Poret 3	1632 Riaz	
Brand	Nadia	1635 La Tour-de-Trême		
Lüscher	Sergio	XAVIER-de-PORT 1	1632 Riaz	
MALEK	VAHE	1635 La Tour-de-Trême		
Danzallaz	Nicolas	st. Michel 21	1632 Riaz	
Danzallaz	Thérèse	st. Michel 24	1632 Riaz	
Geinor	Danielle	Champy 5	1632 Riaz	
Brays	Félix	Champy 5	1632 Riaz	
Schudgen	Thierry	Champy 16	1632 Riaz	
Rolle	Patricia	Champy 18	1632 Riaz	
Marques	Yann	Champy 9	1632 Riaz	
Genard	Alexandra	Champy 9	1632 Riaz	
Geinor	Marianne	Champy 20	1632 Riaz	

Annexe 2

Nom	Prénom	Adresse	NP - Lieu	Signature
Capoville	Nathalie	Rue Champ Besson 17	1632 Riex	Capoville
Péro	André	Champ-Besson 17	1632 Riex	Heine
Péro	Ante	Champ-Besson 17	1632 Riex	Péro
Dopand	Eudarc	Champ-Besson 5	1632 Riex	Dopand
Piprot	Huñel	" 3	" "	Piprot
Péro	Cécile	" 3	" "	Péro
RAFFAELLI	AUDREY	CHAMP-BESSON 34	1632 Riex	Raffaelli
RAFFAELLI	ALESSANDRO	" 34	" "	Raffaelli
Monney	Isabelle	Chamillat 14	1632 Riex	Monney
HALABAK	GILFENE	CHAMPY 31	1632 Riex	H. GILFENE
Halabak	Grahana	Champy 31	1632 Riex	Halabak
Falte	Thierry	Champy 33	1632 Riex	Falte
Fréguère	Barbara	Champy 35	1632 Riex	Fréguère
Fragnier	Eric	Champy 35	1632 Riex	Fragnier
Pugnier	Jean-Clod	Champy 37	1632 Riex	Pugnier
Pugnier	Clotilde	Champy 38	1632 Riex	Pugnier
Korvelin	Yven	Rue Xavier-de-Poret 26	1632 Riex	Korvelin
Lépez	Elvane	Rue Xavier-de-Poret 16	1632 Riex	Lépez
Guichetti	Danielle	Rue Xavier-de-Poret	1632 Riex	Guichetti
Correia	David	Rue Xavier-de-Poret 15	1632 Riex	Correia
SENN	Antoinette	Xavier de Poret 15	1632 Riex	SENN
Sudan	Jérôme	Xavier-de-Poret 13	1632 Riex	Sudan
Sudan	Murielle	Xavier-de-Poret 13	1632 Riex	Sudan
Augerini	Sophie	Xavier de Poret 11	1632 Riex	Augerini
Dupress	Patrice	Colombeville 1	1632 Riex	Dupress
Schindler	Sara	Rue des Colombettes 3	1632 Riex	Schindler
GEINOT	Nichel	Rue des Colombettes 4	1632 Riex	GEINOT
GEINOT	Murielle	" " "	" "	GEINOT
Niquille	Carwelle	" " "	" "	Niquille
Berson	Marileine	Rue des Affettes 11	" "	Berson
Letinsanin	Tonidav	Rte de Riex 15	1630 Dulle	Letinsanin

Annexe 2

Nom	Prénom	Adresse	NP - Lieu	Signature
RATIER	Nicolas	Rue des Charmilles 56	1632 Riaz	
CHRISTIANE	Emeline	Rue des Charmilles 56	1632 Riaz	
BARRAS	Jean-Marc	Rue de Champy 53	1632 Riaz	
Barras	Martine	Rue de Champy 53	1632 Riaz	
Barras	Jsaure	Rue de Champy 53	1632 Riaz	Jsaure Barras
Monney	Nicole	Rue de Champy 55	1632 Riaz	
Monney	Jean-Luc	Rue de Champy 55	1632 Riaz	
Schanderel	Christian	Rue Clos de Lien 26	1632 Riaz	
Shaback	M. C. Le	Rue Clos de Lien 26	1632 Riaz	
Genioz	Armande	" 24	1632 Riaz	
Genioz	Denise	" 24	1632 Riaz	
Aeby	M. France	Rue Clos de Lien 32	1632 Riaz	
Fernandez	Pedro	Rue du Clos de Lien 29	1632 Riaz	
Fernandez	Marielle	" "	" "	
Terreaux	Thierry	Rue du Clos de Lien 37	1632 Riaz	
Rambon	Guillaume	Rue Clos de Lien 38	1632 Riaz	
Boulo	Daniel	Clos de Lien 7	1632	
Obersen	Mathis	Rue de Montmasson 63	1633 Marten	Mathis
Pisse	Françoise	Rue du Clos de Lien 14	1632 Riaz	
Gaboriau	Sébastien	Rue du Clos de Lien 16	1632 Riaz	
Gobel	J. François	Rue du Clos de Lien 16	1632 Riaz	
Adkins	Terry	Rue du Clos de Lien 15	1632 Riaz	
Remy	Christiane	Ruelle de la Forêt 5	1632 Riaz	Ch. Remy
Obersen	Christine	Rue de l'Hôpital 41	1632 Riaz	Obersen Christine
Chavallaz	Alexandre	Ruelle de la Forêt 8	1632 Riaz	Chavallaz
Chavallaz	Rodolphe	Rue du Collège 42	1632 Riaz	
Bach	Pierre-Alain	Ruelle de la Tour 10	1632 Riaz	
GILLYNS	Jean-Fr.	Ruelle de la Tour 12	1632 Riaz	
Hefer	Neufhaus	" 14	1632 Riaz	
Leyelle		" 14	1632 Riaz	
Ayude	Antonio	" 11	1632 Riaz	

[illegible][illegible]

[illegible]

Annexe 2

[illegible]

[illegible]

[illegible]

Annexe 2

[illegible]

Annexe 2

[illegible]

Annexe 2

[illegible]

4

7

Annexe 2

[illegible]

Annexe 2

[illegible]

[illegible][illegible]

Annexe 2

[illegible]

[illegible][illegible]

Non a la gravière de Bulle
Préserverons notre gravière.

recollecteur au + tard
3 Sept. 2024

Annexe 2

[illegible]

Annexe 2				
Nom	Prénom	Adresse	NP - Lieu	Signature

[illegible]

Non à la gravière de Bulle

Annexe 2

[illegible]

Аппенде 2

[illegible]

Pétition NON à la gravière de Bulle / 2024

[illegible]

Annexe 2

[illegible]

Annexe 2

[illegible]

Annexe 2

Nom	Prénom	Adresse	NP - Lieu	Signature
Bosson	Marie	Ch. des Crêts 161	1630 Bulle	M. Bosson
Rossier	Nathalie	Rte des Giboux 130	1643 Coméfort	N. Rossier
Gencard	Magali	La Léchère 2	1628 Vuddens	G. Gencard
Schneulin	Magali	Ch. de la Vudalla 36	1630 Bulle	M. Schneulin
Ayer	Portine	Au. G. Clerc 12	1680 Rommich	P. Ayer
Harcer	Holly	Rue du Vieux-Pont 59	1630 Bulle	H. Harcer
Deffernard	Sandra	Ch. Pauvre Jacques 2	1630 Bulle	S. Deffernard
Reiber	Isabelle	Ch. Pothens 10	1667 Ennax	I. Reiber
Sayber	Coëticia	Rue de la Léchère 46	1630 Bulle	C. Sayber
Favre	Nathalie	Rue de Sable 28	1632 Rioz	N. Favre
Beard	Marino	Le Sapox 25	1637 Cronay	M. Beard
Bosson	Brigitte	Rte des Monts 19	1632 Rioz	B. Bosson
Favre	François	Rte Bara Htes 62	1611 Leint	F. Favre
Favre	Bertrand	Rte Bara Htes 62	1611 Jérief	B. Favre
Widry	Laurent	Rte de Morlan 32	1630 Bulle	L. Widry
Marquies	Marco	Chemin du Repas 32	1630 Bulle	M. Marquies
CARRARD	Yvette	La Toula 16	1630 Bulle	Y. Carrard
TORNARE	Claudine	Ch. de Plandry 60	1630 Bulle	C. Tornare
Roviller	Benoît	Ch. des Crêts 40	1630 Bulle	B. Roviller
Reyes	Sébastien	Route de Bortigny 24	1700 Fribourg	S. Reyes
PASQUIER	CLAUDE	Rue des Tavillonners 5	1655 La Tour	C. Pasquier
PASQUIER	BERNARD	Rue des Tavillonners 5	1655 La Tour	B. Pasquier
Lucas	Pythoud	Rue de l'Ancien Comti	1635 La Tour	P. Lucas
Grandjean	Michel	Ch. Pauvre - Jérief 25	1633 Bulle	M. Grandjean
Grandjean	Catherine	Ch. Pauvre Jérief 25	1633 Bulle	C. Grandjean

Annexe 2

[illegible]

Annexe 2

[illegible]

[illegible]

 contre la gravimétrie à bulle

[illegible]

Annexe 2

[illegible]

[illegible]

Annexe 2

[illegible]

Annexe 2

[illegible]

Annexe 2

[illegible]

Annexe 2

[illegible]

Annexe 2

[illegible]

[illegible]

Annexe 2

Nom	Prénom	Adresse	NP - Lieu	Signature
Collomb	Benjamin	Rue de la Léchère 63	1630 Bulle	
Barrivault	Claudine	Rue de la Léchère 55	1630 Bulle	Cl. Barrivault
Riedu	Mélanie	Ch. Pauvre - Jacques 54	1630 Bulle	Ruedu
Kolly	Jean-Marc	Ch. Pauvre - Jacques 50	1630 Bulle	J. Kolly
Jordan	Laura	Ch. Pauvre - Jacques 50	1630 Bulle	Laura J.
Jordan	Mathieu	Ch. Pauvre - Jacques 50	1630 Bulle	Jordan M.
Essene	Laureen	Ch. Pauvre - Jacques 50	1630 Bulle	Laureen E.
Richard	Loïc	Ros des Charrières	1637 Chamy	
DE SOUSA	Sandra	Rue de la Léchère 61	1630 Bulle	
Schmuel	Hélène	Rue de la Léchère	1630 Bulle	H. Schmuel
Mesot	Jean-Paul	Rt. Carmel 11	1611 Pagnier	J. Mesot
BLANC	Gaëlle	Buchik 60	1630 Bulle	G. Blanc
Kolly	Alexandre	Pauvre - Jacques 50	1630 Bulle	A. Kolly
Favre	Dora	Pauvre - Jacques 50	1630 Bulle	D. Favre
Pillonel	Fabienne	Gare 19	1468 Chayres	
Pillonel	Olivier	Gare 19	1468 Chayres	
Pillonel	Laurence	Rte de Cruet 357	1468 Chayres	L. Pillonel
Pillonel	Noland	Rte de Cruet 357	1468 Chayres	N. Pillonel
Cottin	Friedrich	Rte de Cruet 41	1482 Belfort	F. Cottin
Cottin	Mathieu	Rte de Cruet 41	1482 Belfort	M. Cottin
Tinguely	Alain	Rte St-Eloi 16	1470 Chayres	
Tinguely	Pauline	Rte St-Eloi 16	1470 Chayres	P. Tinguely
Maell	Corinne	Rte de Enbourg 50	1465 Pirez	C. Maell

Annexe 2

Nom	Prénom	Adresse	NP - Lieu	Signature
Ayude	Véronique	Rte de la Forêt 11	1632 Riaz	Ayude
Ayude	Lucy	Rte de la Forêt 11	1632 Riaz	Ayude
Möri	Juliette	Ch. de Langeray 36	1630 Bulle	Möri
Piller	Jérôme	Ruelle de l'Aurore	1130 Riaz	
Sudin	Philippe	Clos du Villars	1632 Riaz	
Sudin	Bernadette	Clos du Villars 21	1632 Riaz	
CHARRIERE	François	Clos du Villars 23	1632 Riaz	
CHARRIERE	Marie-Françoise	Clos du Villars 23	1632 Riaz	McCharnier
Messereu	Jacques	Clos du Villars 21	1632 Riaz	
Gremand	Arlette	Clos du Villars 32	1632 Riaz	Agrémant
Gremand	Alain	Clos du Villars 32	1632 Riaz	
VARENNE	Annabel	Clos du Villars 34	1632 Riaz	
VARENNE	Nanon	Clos du Villars 34	1632 Riaz	
Keinburg	Hervé	Clos du Villars 38	1632 Riaz	Keinburg
BOSSON	PIERRE-ANNE	CLOS DU VILLARS 40	1632 Riaz	
Gschet	Marie-Josée	Clos du Villars 40	1632 Riaz	Muffet Gschet
Buller	Christophe	Clos du Villars 11	1632 Riaz	
Ackermann	Luc	Clos du Villars 17	1632 Riaz	
Ackermann	Sevim	Clos du Villars 17	1632 Riaz	
Phonisa	François	Clos du Villars 15	1632 Riaz	Phonisa
Douze	Gisèle	Imp. Manège 3	1632 Riaz	Douze
Charrière	Isabelle	Clos du Villars 1	1632 Riaz	Charrière
Larau	Ante	Rue de Perce Nige 36	1632 Riaz	Larau
Marmy	Joseph	Ruelle de l'Aurore 15	1632 Riaz	Marmy
Marmy	Christine	Ruelle de l'Aurore 15	1632 Riaz	Marmy
Tornare	Lucien	Ruelle de l'Aurore 15	1632 Riaz	Tornare
Lauber	Christiane	Aurore 14	1632 Riaz	Lauber
Van Braken	Nils	Route des Monts 31	1632 Riaz	Van Braken
Galley	Emily	Rue de la Leclère 73	1630 Bulle	Galley
Castella	Serg	Rue de la Leclère 73	1630 Bulle	Castella
Varenne	Fredrick	Clos du Villars 34	1632	Varenne

[illegible][illegible]

Annexe 2

[illegible]

Non à la gravité Bulle
Preservons notre croyance

Annexe 2

[illegible]

Annexe 2

[illegible]

[illegible]

Annexe 2

[illegible]

Annexe 3

.....
.....
.....
.....

Service des constructions et de
l'aménagement (SeCA)
Rue des Chanoines 17
1701 Fribourg

....., le 2024

Opposition au projet de Plan Sectoriel pour l'exploitation des matériaux (PSEM) 2024

Madame, Monsieur,

Par la présente, je souhaite exprimer ma vive opposition à l'encontre du projet tel que présenté et j'adhère à la prise de position du collectif « Pour un PSEM véritablement durable » (en annexe).

Le projet de PSEM 2024 est entaché de nombreux vices de forme et de fond qui vont à l'encontre de l'intérêt public, des droits des particuliers et de la liberté communale. Il convient en conséquence d'en constater la nullité ou, pour le moins, de l'annuler et de reprendre le dossier à zéro dans le respect du cadre légal et de l'intérêt public.

Je vous prie de bien vouloir accuser réception de mon opposition.

En vous remerciant d'en prendre note et dans l'attente de la consultation relative au prochain projet de PSEM véritablement durable qui remplacera le PSEM 2011, veuillez agréer mes meilleures salutations,

Pour un PSEM véritablement durable

Prise de position générale contre le projet de PSEM 2024

Collectif « Pour un PSEM véritablement durable »

Opposition

Le PSEM 2024 devrait créer les conditions-cadres permettant une exploitation durable des ressources cantonales en matériaux de construction de manière à couvrir une partie significative des besoins cantonaux en la matière en tenant compte des impératifs de protection des populations, des besoins actuels et ceux des générations futures. Non seulement le projet mis en consultation ne répond pas à cet objectif, mais il constitue un énorme pas en arrière dans la prise en compte à la fois d'une utilisation rationnelle des ressources et des exigences de protection de la nature et de population. Il est susceptible de provoquer des atteintes importantes à la protection de l'air, des eaux, de la nature et du paysage et d'avoir un impact négatif en termes de durabilité et de changement climatique. Cela induit des conséquences graves et irréversibles notamment pour la santé de la population et pour le développement des communes.

Force est de constater que le projet de PSEM 2024 est entaché de nombreux vices de forme et de fond qui vont à l'encontre de l'intérêt public, des droits des particuliers et de la liberté communale. Il convient en conséquence d'en constater la nullité ou, pour le moins, de l'annuler et de reprendre le dossier à zéro dans le respect du cadre légal et de l'intérêt public.

Critiques générales

Si la DIME a fait un certain effort d'organiser des séances d'information dans tous les districts concernés, la publicité concernant ces séances a été très discrète. Le fait que les communes n'aient pas été directement informées à l'avance afin de pouvoir préparer le terrain avec leurs citoyens interroge sur la volonté de la DIME de respecter l'autonomie communale, mais aussi de permettre le bon déroulement de la procédure de consultation. Le fait que celle-ci ait été organisée en été questionne aussi la volonté de transparence de la DIME. Le Comité de pilotage de la révision du plan sectoriel pour l'exploitation des matériaux (COPIL) a en effet terminé ses travaux le 3 novembre 2023, soit plus de 7 mois avant le lancement de la consultation. On ne peut s'empêcher de penser que le choix de démarrer si tardivement la consultation – et à un moment aussi inopportun – ait été délibéré afin de limiter les prises de position.

La portée du projet de PSEM 2024 est fortement minimisée dans son introduction. Il ne serait qu'un objet d'information et de coordination sans effet contraignant pour les autorités. Pourtant, il est aussi précisé qu'il sert de base à l'élaboration du plan directeur cantonal traitant de l'exploitation des matériaux qui, lui, est contraignant. Le renvoi systématique au PSEM dans le projet de fiche du plan directeur cantonal (PDCant) relativise fortement la notion d'étude de base non contraignante du PSEM. De facto, les nombreux renvois dont il fait l'objet dans le PDCant rendent le PSEM obligatoire pour les autorités comme cela est confirmé par un arrêt du 15 avril 2019 du Tribunal fédéral. Enfin, les affirmations concernant la portée relative du PSEM 2024 sont directement remises en cause dans le projet de révision du Plan directeur cantonal (PDCant) également en consultation. En effet, la DIME s'y octroie de manière unilatérale la compétence de désigner « si nécessaire les secteurs du PSEM qui deviennent prioritaires parmi les secteurs de ressources à préserver » (modification du PDCant, T414, p. 11).

A priori, on pourrait penser que cette prérogative est déjà inscrite dans le PDCant actuel. En effet, selon celui-ci, la DIME peut faire passer un secteur à exploiter non-prioritaire en secteur à exploiter prioritaire. Cette compétence ne concerne toutefois que les secteurs à exploiter à distinguer des secteurs de ressources à préserver. Pour cette troisième catégorie, un changement de statut ne peut intervenir que dans le cadre d'une révision ordinaire du PSEM et du PDCant. En faisant disparaître la catégorie « secteur à exploiter non-prioritaire » du PSEM 2024, la DIME s'octroie en toute discrétion – ce point n'est discuté ni dans le cadre du COPIL, ni dans la notice d'accompagnement fournie par le SeCA – une nouvelle compétence avec la proposition de modification du PDCant (T414, p. 11). La DIME aurait ainsi les coudées franches afin de transformer les zones à préserver en zones d'exploitation sans révision du PDCant et en l'absence totale de contrôle extérieur, les conditions et la procédure régissant cette compétence n'étant pas précisées. Cela contredit les principes-mêmes de la planification et viole les exigences de droit cantonal et fédéral.

La distinction dans le projet de PSEM 2024 entre besoins de la population et besoins de l'économie crée une fausse impression d'égalité entre les deux intérêts, le second étant clairement biaisé par des intérêts privés potentiellement contraires à l'intérêt public. Comme rappelé par le Conseiller d'Etat Jean-François Steiert lors de la séance d'information du 4 juillet 2024, le seul bénéfice pour une commune et ses habitants qu'une gravière soit exploitée sur son territoire est financier. En dehors de cet intérêt, il n'y a que des risques et des désagréments. Le PSEM doit ainsi davantage prendre en compte l'intérêt public, les droits des citoyennes et citoyens et l'autonomie communale par rapport aux intérêts privés et à court terme des exploitants de gravière.

A ce propos, il a souvent été répété lors des séances d'information que ce sont les propriétaires qui ont le dernier mot et qu'il n'y a pas de procédure d'expropriation possible en matière de gravière. Pourtant, leur marge de manœuvre est fortement limitée si leurs terrains sont inscrits dans un des secteurs, exploitables ou de ressources à préserver, inscrits dans le PSEM 2024. Les enjeux financiers sont tels que les exploitants de gravière n'hésitent pas à faire des offres mirobolantes pouvant aller jusqu'à 5 à 6 fois la valeur des terrains. Dans ce cas, il est difficile de reprocher à un propriétaire de vendre avec pour résultat que les exploitants deviennent eux-mêmes propriétaires et se retrouvent ainsi en position de force pour faire pression sur les communes et le canton. Comme rappelé par le Comité de pilotage de la révision du plan sectoriel pour l'exploitation des matériaux (COPIL), « souvent, les gravières sont aux mains de grandes entreprises de construction comme c'est le cas de Grands-Champs, que se partagent trois groupes » (COPIL, Procès-verbal de la séance du 10 juin 2021, p. 4).

Il faut donc impérativement que le PSEM 2024 défende mieux les intérêts de la population et ceux des citoyennes et citoyens les plus à risque de faire l'objet de pressions de la part des exploitants de gravières. L'abandon de la catégorie de « secteur exploitable non-prioritaire » est dans ce sens particulièrement préoccupant car il ouvre la porte à des abus. Même si le PDCant ne prévoit pas de procédure d'expropriation, il confère à la DIME la compétence d'« établir un plan d'affectation cantonal en cas de problème d'approvisionnement ». Cela signifie que la DIME a la possibilité en cas de besoin de ne pas tenir compte des communes et d'ignorer leurs Plans d'aménagement locaux (PAL). Cette option a d'ailleurs été évoquée à plusieurs reprises par le COPIL. Dans ce scénario, ce serait effectivement les propriétaires qui auraient le dernier mot pour bloquer une gravière, sauf si les exploitants ont fait en sorte d'acheter les terrains des secteurs concernés, ce que le PSEM les incite fortement à faire. Dans ce cas, citoyens et communes seraient totalement désarmés.

De manière générale, le fait que les exploitants aient réussi à obtenir un projet de PSEM aussi favorable à leurs intérêts à court terme illustre les difficultés du COPIL à défendre le bien commun.

Afin de limiter les conflits d'intérêt, un remède s'impose dans la pondération des intérêts en écartant le danger que l'un puisse prendre le pas sur les autres.

Les critères d'évaluation doivent être classés en 3 catégories : la première concernant les gravières et la nécessité de s'assurer que leur exploitation soit la plus efficace et rentable possible et inciter les exploitants à choisir les meilleurs sites ; la deuxième couvrant l'ensemble des intérêts publics (la protection contre le bruit, de l'air, des eaux superficielles et souterraines, de la nature, du paysage et de la culture, la biodiversité, la durabilité et la lutte contre les changements climatiques, etc.) ; et la troisième visant la protection des êtres humains et de leur santé, en particulier celle des habitants à proximité des secteurs, des voies d'accès et des localités impactées par le trafic. Un secteur ne devrait être retenu comme prioritaire que s'il présente un score positif dans les 3 catégories. Cela permet d'éviter le risque actuel que des bénéfices importants pour l'exploitation fasse oublier les nuisances graves pour la nature ou la population ou, à l'inverse, que des mesures de protection des humains conduisent à des atteintes irréversibles à la biodiversité ou au climat, ce qui pourrait, à terme, se retourner contre nous tous.

Manque de transparence sur le choix des critères d'évaluation et d'exclusion et possibles conflits d'intérêts

La **variante 2** proposée dans le projet de PSEM 2024 prévoit une distance minimale de 200 m à partir des zones à bâtir afin d'éviter des nuisances excessives, toute gravière étant exclue à l'intérieur de ce périmètre. Ce critère d'exclusion correspond à la jurisprudence récente du TF qui reconnaît aussi une limite de 200 m, hors de l'axe des vents, pour exploiter une gravière près des habitations. A raison, le PSEM 2011 prévoit même que cette distance peut être étendue à 300 m selon le degré de sensibilité par rapport à la protection contre le bruit et la protection de l'air. La création d'une zone tampon de 200 m, devant être portée à 300 m en fonction des circonstances, répond aux exigences légales. Elle est une mesure indispensable pour préserver la santé des résidents à proximité des gravières et doit absolument être respectée. Le fait de proposer une autre variante heurte ainsi violemment la confiance de la population sur la manière dont le COPIL respecte ses intérêts.

En effet, à l'encontre du bon sens, le COPIL propose comme première variante que le PSEM 2024 abandonne toute distance d'exclusion et autorise l'exploitation de gravières à proximité immédiate des habitations. Ce changement dramatique en termes de protection de la santé est justifié en une seule phrase : « le COPIL estime que des mesures de protection adéquates permettent une exploitation de ces terrains malgré leur proximité avec la zone à bâtir ». Certes, le projet en consultation inclut la variante 2 susmentionnée mais seule la variante 1, sans zone tampon, est prise en compte systématiquement pour tous les secteurs, prioritaires ou en réserve. Non seulement, une telle proposition est en contradiction flagrante avec le droit actuel, mais elle dénote un manque total de respect pour la santé des populations concernées, sans parler de l'impact négatif pour le développement communal et la valeur des terrains. Pour le moins, il eût été honnête de présenter la variante 2 au même niveau que la variante 1 en précisant les différences essentielles qui les distinguent. Cela aurait permis de constater de manière encore plus évidente l'aberration de la variante 1.

Dans tous les cas, plusieurs critères retenus par le PSEM paraissent contraires au cadre légal, ou du moins aller à l'encontre du bon sens. Ils ne sont soutenus ni par de solides arguments scientifiques ni par des bases légales convaincantes. Il en découle de sérieux doutes sur la manière dont ils ont été établis. A titre d'exemple, on peut citer en particulier :

- l'abandon de la catégorie « secteur à exploiter non-prioritaire » qui permet de considérer tout secteur de ressources à préserver comme potentiellement prioritaire est en contradiction avec le principe-même de la planification et en négation du PSEM 2011. De plus, ce changement radical a pour conséquence une extension inacceptable des compétences de la DIME en violation du droit cantonal et fédéral et pourrait engendrer des abus de la part des exploitants.
- le critère de « Protection contre le bruit et protection de l'air », précédemment « Zones d'affectation légalisées ou secteurs d'extension des zones à bâtir approuvés au plan directeur communal » dans le PSEM 2024 n'est plus un critère d'exclusion comme dans le PSEM 2011 et se voit attribuer une valeur de plus ou moins 2 points avec une pondération de 5 pour un maximum de 10 points. Ce changement implique la fin des zones tampon à partir des habitations, pourtant indispensable à la protection de la santé de la population.
- tous les sites, à l'exception de « Vers les Gours » à Montagny, se voient attribuer 6 points (2 x 3) pour le critère « Sites à batraciens d'importance locale, cantonale ou nationale (secteurs B) ». Autrement dit, l'exploitation d'une gravière est considérée comme particulièrement positive pour les batraciens. D'ailleurs, le barème a été doublé par rapport au PSEM 2011, le critère correspondant (Secteurs considérés comme prioritaires par le plan directeur pour les batraciens) ne recevant alors que 3 points maximum. La présence ou la proximité de reptiles est également un critère positif, absent du PSEM 2011, d'évaluation avec le même barème que pour les batraciens, à savoir 6 points (2 x 3).

Cela n'est pas sans incidence puisque la combinaison des deux critères ajoute 12 points dans le score total du site concerné alors que la proximité d'habitations ne pèse que 10 points. Les batraciens et les reptiles semblent ainsi nettement mieux respectés et protégés que les humains.

Pourtant, la destruction d'environnements naturels ne devrait pas pouvoir apporter des "points positifs" dans la protection d'espèces de reptiles et de batraciens. Cela relève du greenwashing de la part des exploitants de gravières. Comme le rappelle Mme Francesca Cheda, cheffe de section au Service des Forêts et de la nature : « *on ne saura justifier l'ouverture d'une gravière avec des arguments de protection des amphibiens (on peut créer des biotopes à amphibiens aussi sans exploiter du gravier !).* » La même remarque vaut pour les reptiles.

On peut raisonnablement en conclure que la priorité du COPIL n'a pas été la protection de ces animaux à sang froid, mais l'inscription d'un maximum de sites potentiellement exploitables dans le PSEM. Il a d'ailleurs été jusqu'à envisager de réduire les humains au même niveau que les batraciens et les reptiles en attribuant seulement 6 misérables points (2 x 3) à leur présence à proximité d'une gravière (cf. COPIL, Procès-verbal de la séance du 7 novembre 2022, p. 3).

- Le critère « raccordement ferroviaire et décarbonisation de la flotte » relève aussi en partie du greenwashing. Il faudrait dans tous les cas séparer les deux points, leur mise en œuvre demandant des moyens différents. Pour ce qui est du critère du raccordement ferroviaire, rares sont les secteurs à proximité du réseau ferroviaire. Il n'est donc quasiment jamais rempli et n'est pas pertinent pour la distribution de gravier sur de courtes distances et en relativement faibles quantités. Il conviendrait plutôt d'en tenir compte dans l'importation et l'exportation de gravier qui devrait se faire prioritairement par le rail.
- le projet de PSEM 2024 a abandonné un autre critère d'exclusion prévu dans le PSEM 2011, à savoir les « sites naturels et paysagers protégés dans le plan d'aménagement local ». Cela contredit l'affirmation souvent répétée durant les séances d'information que les communes ont de toute manière le dernier mot.

Selon le cadre légal, les communes ont en effet la compétence de désigner dans leurs PAL des secteurs où il est exclu d'exploiter une gravière. Il s'agit d'un outil important pour le développement communal. En ignorant cette compétence dans le PSEM 2024, la DIME anticipe la possibilité d'établir « un plan d'affectation cantonal en cas de problème d'approvisionnement » sans même devoir procéder à une évaluation des besoins. Il s'agit d'une violation grave de l'autonomie communale qui relève du même esprit que celui illustré dans le dossier des éoliennes. En termes de démocratie et d'Etat de droit, une telle attitude est extrêmement préoccupante.

- Enfin, la question de la protection des eaux n'a été que partiellement couverte et de manière tronquée dans le projet de PSEM. En sus des nuisances directes pour la santé des riverains des gravières et des voies d'accès, l'atteinte aux eaux souterraines et de surface constitue pourtant un des autres dangers majeurs pour la santé de la population et sa pérennité. Par exemple, bien que mentionné lors de la séance du COPIL du 16 janvier 2023, les "secteurs particulièrement menacés (Au - Ao)" n'ont pas été explicitement retenus dans les critères d'évaluation. De même, les zones Zu (zone d'alimentation du captage) sont évoquées lors de plusieurs séances mais avec un effet limité sur le projet de PSEM 2024 dans la mesure où elles ne sont retenues que comme « critères complémentaires » (PSEM 2024, 4.4.2.)

Un représentant du Service de l'Environnement souligne toutefois que : « 70 % des gisements de plus d'un million m³ se trouvent en dehors des aires Zu. Selon lui, cela signifie qu'en cas d'exclusion des aires Zu, l'on ne devrait pas forcément se rabattre sur des sites plus petits. » (COPIL, Procès-verbal de la séance du 7 octobre 2021, p. 4). Il ajoute en conclusion : « Une atteinte aux eaux souterraines pourrait être irréversible. C'est pourquoi il propose d'exclure les gisements exploitables des aires Zu, même s'il s'agit là d'une proposition certes très conservatrice » (idem, p. 4s). Cette proposition évidente sous l'angle du principe de précaution pour la sécurité de l'approvisionnement en eau de la population n'a pas été retenue, et les zones Zu apparaissent juste comme critère complémentaire.

Le COPIL souligne d'ailleurs « que la législation fédérale n'impose pour le moment pas d'interdiction en zone Zu. Supprimer des sites sur ce principe serait par conséquent difficile, voire impossible à justifier. » (COPIL, Procès-verbal de la séance du 26 septembre 2022, p. 4). Tout en admettant que le PSEM 2024 puisse être à terme contraire au droit fédéral, le COPIL défend paradoxalement le principe de la légalité pour ne pas respecter une mesure de protection des eaux. Il favorise ici encore les intérêts à court terme des exploitants de gravière en reconnaissant que cela va à l'encontre du futur droit fédéral dont le but est justement de protéger les eaux de captage contre des atteintes liées notamment à l'exploitation des gravières. L'affirmation ci-dessus du COPIL invite à méditer sur la jurisprudence du TF qui précise : l'«abus de droit consiste à utiliser une institution juridique à des fins étrangères au but même de la disposition légale qui la consacre, de telle sorte que l'écart entre le droit exercé et l'intérêt qu'il est censé protégé soit manifeste » (ATF 125 IV 79, consid. 1b).

Le COPIL préfère adopter une approche pragmatique (dixit Procès-verbal de la séance du 7 octobre 2021, p. 5) en évitant de nommer directement les instruments propres à la protection des eaux souterraines. Il en découle une grande incertitude sur la garantie d'un approvisionnement durable et sûr en eau potable de la population fribourgeoise. Pour le moins, la DIME aurait dû se référer explicitement aux instruments de la protection des eaux et respecter ces critères dans la détermination des secteurs retenus. Ainsi, les zones Zu ne devraient pas seulement être incluses comme critère complémentaire mais d'exclusion et les "secteurs particulièrement menacés (Au - Ao)" devraient entrer explicitement dans les critères d'évaluation.

Le simple fait de ne présenter systématiquement que la variante 1 dans le projet en consultation interroge sur l'impartialité du COPIL. Ce biais en faveur de la variante 1 soulève des questions sous l'angle des conflits d'intérêts. Il en résulte un doute sérieux sur le fait que les choix du COPIL reposent sur une mise en balance équitable de l'ensemble des intérêts publics en présence ou si des intérêts particuliers n'ont pas davantage pesé dans la balance. Cela est d'autant plus choquant que ce changement gravissime pour la santé de la population n'est accompagné d'aucune justification sur sa compatibilité avec le cadre légal et la pratique, justification dont on peut douter dans tous les cas que le COPIL soit en mesure d'apporter.

Enfin, dans la cadre de la procédure de consultation sur le projet de PSEM 2024, aucune étude d'impact – ni sur la santé de la population, ni sur la biodiversité, le paysage ou la remise en état des sites exploités – n'a été mentionnée. Si de telles études d'impact ont été réalisées, leurs résultats doivent absolument être intégrés dans le PSEM 2024. A défaut, il convient de les réaliser afin de s'assurer que le respect et la protection des différents intérêts en jeu sont effectivement garantis.

La confiance que les citoyens sont en droit d'avoir à l'égard des autorités et de leurs organes est remise en cause. Il est difficile d'accorder du crédit au COPIL quand il autorise les exploitants à polluer à la porte des maisons avec pour seule garantie que « Le PSEM prévoit que les exploitants doivent prendre des mesures afin d'éviter le plus possible les nuisances pour les habitations à proximité ». Cela est d'autant plus choquant qu'il a admis lors de ses délibérations qu'« **il est possible de générer plus de bruit que légalement acceptable en prouvant que l'on respecte certains critères et que le projet est d'intérêt public** » (COPIL, Procès-verbal de la séance du 7 novembre 2022 p. 3).

Manque de transparence et imprécision dans l'application des critères pour chaque secteur particulier

Le manque de transparence dans le cadre de la consultation ne s'arrête pas au choix des critères d'évaluation et d'exclusion, mais se constate aussi dans leur mise en œuvre et leur pondération. Si l'on reprend le critère « Protection contre le bruit et protection de l'air » susmentionné, il ne vaut que deux points, négatifs ou positifs avec une pondération de 5, et n'influence que marginalement le score final, par exemple par rapport à la présence de batraciens et de reptiles (voir plus haut). Pourtant, le PSEM 2011 actuellement en vigueur en fait un critère d'exclusion en fixant des zones tampons inexploitable jusqu'à potentiellement 300 m des habitations.

Le dossier n'inclut des fiches dites détaillées que pour les secteurs prioritaires. Ces fiches ne permettent toutefois pas de comprendre les raisons qui ont amené le COPIL à attribuer telle ou telle valeur pour chaque critère d'évaluation. Pour les secteurs en réserve, il faut consulter un fichier fourni en annexe sur le site de la DIME : [tableau-notes-des-secteurs-psem_2024.xlsx](#). Mais seules les valeurs brutes sont fournies sans la moindre explication. Cela questionne la validité des chiffres présentés. On notera d'ailleurs le projet de PSEM 2024, comme le PSEM 2011, repose sur une étude géologique qui date du début des années 1990 basée sur des méthodes en partie obsolètes (PSAME 1994).

Si la géologie n'a évidemment pas changé, les connaissances et les technologies ont fortement progressé dans le domaine. La détermination des sites envisageables ne peut se fonder sur des données obtenues avec des moyens dépassés. Cela est d'autant plus important au vu des enjeux de durabilité et de protection des eaux qui sont toujours plus critiques en fonction du changement climatique. Pourtant, il ressort à plusieurs reprises dans les PV du COPIL le refus de certains de ses membres à procéder à de nouvelles études afin de limiter les coûts et les pertes de temps inutiles

pour établir le PSEM 2024. On ne peut ainsi que regretter l'absence d'experts neutres dans le COPIL. Une réévaluation des gisements de graviers du canton est plus que jamais une nécessité en prévision de l'adoption du nouveau PSEM.

De plus, les exploitants de gravières ont un grand intérêt à maintenir les sites en exploitation afin préserver les installations qui y sont présentes. En fonction des circonstances, cela leur permet de continuer à profiter d'une centrale de traitement du gravier et/ou d'une centrale de recyclage des matériaux. Ces installations peuvent être utilisées avec des matériaux qui ne proviennent pas de la gravière concernée. Un effet pervers de ce bénéfice caché pour les exploitants est de les inciter à prolonger artificiellement la durée d'exploitation en repoussant l'échéance de la remise en état de la gravière avec les coûts y relatifs (cf. art. 155-164 LATEC). Cette pratique augmente et prolonge d'autant les nuisances pour les riverains du site ainsi que des voies d'accès. Pourtant, cette réalité est totalement passée sous silence dans le projet de PSEM 2024 alors que l'extension des exploitations existantes est fortement valorisée. Une réévaluation de chaque site concerné s'impose afin de prendre véritablement en considération la santé et le respect des riverains concernés.

Plans imprécis et inadaptés pour vérifier la distance aux habitations

Les plans fournis manquent aussi de précision et sont parfois inexacts. Il n'est pas possible en l'état de vérifier si les critères proposés sont effectivement respectés. Cela est particulièrement flagrant pour la variante 2. Les plans fournis ne permettent pas d'apprécier la distance adoptée (150, 200 ou 300m), celle-ci semblant varier (!) d'un plan à l'autre, la comparaison des plans étant aussi compliquée par les changements d'échelles. De plus, pour la variante 1, les plans incluent des maisons à l'intérieur des secteurs, voire ignorent l'existence de bâtiments récents qui se trouvent à l'intérieur ou en limite immédiate d'un secteur. Il comprend également des biens culturels, comme par exemple, la Chapelle d'Ottisberg. On peut imaginer le désarroi et l'inquiétude des personnes concernées par ce manque de considération de la part des autorités censées les protéger.

Même sur le site en ligne, l'échelle est trop grande pour contrôler les distances ou les limites des terrains. Le zoom reste bloqué à un niveau inutilisable pour faire des analyses plus précises. Cela remet en cause le calcul des volumes aussi pour les secteurs prioritaires, ce qui a des incidences directes pour les secteurs en réserve. En effet, le but de la planification est d'établir des priorités parmi les secteurs exploitables. En cas de surestimation des volumes exploitables dans les secteurs prioritaires, cela signifie que les secteurs de réserve risquent d'être plus rapidement mis à contribution. Cela crée une incertitude en contradiction avec les objectifs du PSEM.

Toujours sur cette question, il n'est pas non plus possible de déterminer dans la variante 2, si la distance se calcule à partir des zones à bâtir ou des habitations *stricto sensu*. Il est pourtant évident que du point de vue de la protection de la santé des habitants concernés, il faut que les zones tampon protègent les maisons existantes au bénéfice d'un permis d'habitation. Cela est confirmé dans le projet de PSEM 2024:

« De manière générale, et spécialement pour la protection contre le bruit, il est rappelé que les valeurs limites imposées par les bases légales fédérales doivent être respectées pour tous les locaux à usage sensible au bruit (habitation, place de travail, etc.) situés aussi bien en zone à bâtir que hors zone. » (p. 8).

En matière de protection de l'intérêt public, ce n'est pas le critère de la zone à bâtir qui doit être retenu, mais bien celui des habitations, qu'elles soient dans ou en dehors d'une zone à bâtir. Cela est d'autant plus important que la manière dont le respect des valeurs-limites imposées par les bases légales sera garanti n'est pas précisée. De même, les mesures et infrastructures qui devraient être

mis en place pour protéger la population ne sont pas décrites. Pourtant, l'absence de contrôle de la part des autorités n'est pas contestée, comme cela a été confirmé lors de la séance d'information du 4 juillet 2024. La présence de chrome 6 dans les déchets déposés à la gravière de la Tuffière en 2008 ou l'absence de mise en place des mesures requises à Corpataux ne sont que des exemples déplorables parmi d'autres. La pratique actuelle en matière de contrôles par les autorités communales et cantonales, telle que reconnue lors de la séance d'information à Ecuwillens du 4 juillet, ne permet pas de garantir de manière fiable la protection des habitants aussi bien lors de la phase d'extraction du gravier que celles de remplissage et de remise en état. Afin de combler cette lacune du système, les autorités cantonales doivent apporter un soutien concret aux communes afin d'établir un programme de contrôles digne de ce nom.

Enfin, toujours afin que les personnes concernées puissent valablement se prononcer, il aurait fallu fournir des plans avec les variantes 1 et 2 également pour les gravières de réserve, celles-ci étant par définition destinées à devenir prioritaires, surtout suite à la disparition des secteurs à exploiter non-prioritaires du PSEM 2024. Comme cela a été souligné par le COPIL : « tous les sites évalués sont potentiellement exploitables » (PV de la séance du 16 janvier 2023, p. 17) et la DIME se réserve la compétence de réviser le statut d'une zone de ressources à préserver de manière unilatérale (révision du PDCant, T 414, p. 11). A ce stade, il n'est pas possible d'apprécier la différence entre gravières prioritaires et de réserve, le calcul des réserves disponibles étant biaisé et ne correspondant pas à la réalité. De nouveau, cela est en contradiction directe avec les objectifs du PSEM et invalide toute la procédure.

Absence de critères clairs et de bases de calcul fiables concernant l'évaluation des besoins

En ce qui concerne l'évaluation des besoins, il ressort des travaux du COPIL que celle-ci n'a pas été faite en début d'exercice comme cela aurait dû être logiquement le cas pour un projet de planification. Plus surprenant encore, les critères ont évolué au fil des séances du COPIL sans véritable réflexion scientifique. Les différentes bases de calcul des besoins manquent de cohérence et vont toutes, sous prétexte de précautions, dans le sens d'une augmentation du besoin estimé par rapport au besoin actuel :

- estimation du besoin par habitant et par année à 3 m³ à la place des 2.1 m³ mesurés ces dernières années,
- refus de considérer la nette baisse de l'extraction de ces 5 dernières années et la tendance à la baisse depuis 10 ans,
- choix du scénario de croissance de population le plus élevé,
- ajout de 10% pour la couverture des besoins intercantonaux,
- a contrario, non prise en compte des importations effectives des cantons voisins qui se justifient en particulier lorsqu'un district ne dispose pas des ressources propres couvrant ses besoins,
- et finalement dépassement systématique du besoin estimé pour chaque région dans le calcul du volume des secteurs prioritaires,

Il en ressort un grand manque d'objectivité de la part du COPIL. Sans explication ni justification de ses choix, difficile de ne pas conclure que les intérêts de l'économie, ou plutôt de certaines entreprises, ont primé sur ceux de la population et des générations futures. La liste des sites retenus ne semble répondre qu'à une logique commerciale. Cela est d'autant plus aberrant que sur les 14 secteurs prévus en sites prioritaires dans le PSEM de 2011, seul 5 sont entrés en exploitation. La priorité n'est ainsi pas la satisfaction des besoins et de l'intérêt public, mais la possibilité pour les entreprises

concernées d'augmenter leurs profits en spéculant librement sur l'ouverture de l'un ou l'autre secteur avec les risques d'abus que cela entraîne (voir plus haut).

Au vu des hypothèses servant de bases au calcul du besoin listées ci-dessus, il apparaît que le besoin du canton pour la période à venir semble largement surestimé. Si l'on extrapolait la consommation actuelle sur les volumes prévus dans les secteurs prioritaires du projet de PSEM 2024, il ne faudrait non pas 25 ans pour les utiliser mais plus de 50. Pareillement et à titre de comparaison, le programme de gestion des carrières (PGcar), l'équivalent vaudois du PSEM, publié en 2016 prévoit un besoin de 24 mio. de m³ pour 15 ans. A population égale et par année, le PSEM estime le besoin fribourgeois comme étant 35% plus élevé que celui des Vaudois. Quant aux volumes effectivement disponibles dans les sites prévus comme prioritaires, le PGcar prévoit 33 mio. de m³ pour 15 ans contre les 37 prévus dans la révision du PSEM pour une période de 25 ans. Rapporté à la population et à durée de planification égale, le PSEM prévoit 60% de volume en plus dans ses secteurs prioritaires que le PGcar.

Cette exagération apparaît encore davantage lorsque l'on constate qu'avec les 37 mio. de m³ effectivement planifiés, le besoin par habitant et par année correspond ainsi de facto à 4,6 m³ pour le canton de Fribourg, alors que la planification du canton du Valais établie en 2019, prévoit en définitive un besoin de 2,6 m³ par habitant et par année. Quant à la planification la plus récente, celle du canton du Jura mise en consultation en février de l'année passée, elle table sur 2,2 m³ par habitant et par année. Bien qu'il existe des disparités régionales dépendantes de la géologie et de l'urbanisation, rien ne justifie que le canton de Fribourg considère son besoin comme étant à ce point supérieur à celui des autres cantons romands.

Est-il nécessaire de rappeler, comme le précise le PSEM dans ses objectifs, que :

- le gravier est une ressource non-renouvelable qu'il s'agit de préserver sur le long terme,
- celle-ci se fait de moins en moins disponible,
- les gisements qui seront utilisés les 25 prochaines années sont ceux qui engendreront le moins de nuisances, et
- en conséquences, lesdites nuisances iront croissantes avec la mise en exploitation des secteurs les moins bien notés.

Dans ce cadre, et dans une logique d'équité vis-à-vis des générations à venir, il est impératif que le PSEM ne se contente pas seulement d'estimer les besoins en se basant sur le modèle de développement qui a prévalu ces dernières décennies, mais prennent en compte la finitude des matières premières en limitant leur extraction à ce qui est strictement nécessaire. Une surestimation du besoin pour les 25 prochaines années ne va pas dans le sens de la préservation d'une ressource se raréfiant sur l'ensemble du pays et dont l'utilisation doit se faire de manière de plus en plus parcimonieuse.

Il y a autant une surestimation des besoins qu'une sous-estimation des volumes recyclés et disponibles dans les zones prioritaires. Ce point essentiel – fondement de la planification – demande à être davantage analysé, les critères de calcul devant être transparents afin de pouvoir en apprécier la pertinence. A ce propos, il conviendra aussi d'inclure une réflexion sur l'incidence de la densification des zones à bâtir, avec la LAT2, et de certains grands travaux prévus, comme la route de Marly – Matran, dans la mesure où leur abandon ou redéfinition a une influence directe sur les besoins futurs du canton. Le rapport sur ce point, comme pour de nombreux autres, manque de détails et de transparence et doit ainsi être invalidé.

Non-prise en compte de la durabilité, de la gestion des déchets et du plan climat

La surestimation du besoin et des volumes planifiés va à l'encontre de l'objectif principal que se fixe le PSEM : il ne contribue pas à la préservation des ressources non-renouvelable sur le long terme. La durabilité n'apparaît nulle part dans les chiffres et les mesures la promouvant restent vagues. Au contraire, le projet de PSEM encourage l'exploitation des gravières au détriment du recyclage et de la réutilisation. Un tel volume planifié entre en contradiction totale avec les objectifs de durabilité du Canton et les principes d'économie circulaire qu'il défend (et qu'il ne se gêne pas de mettre en avant sur la page internet présentant le PSEM).

La gestion des déchets, centrale dans la logique de développement durable promue par la DIME, est pourtant absente du projet de PSEM 2024. Cette omission est préoccupante, car les thématiques des déchets et de l'extraction de matériaux sont intrinsèquement liées du fait que :

- le volume de matériaux extraits est à terme géré en tant que déchets ;
- les matériaux de constructions (déblais et déchets de chantiers) sont, avec près d'un million de m³ par année, de loin les déchets les plus abondamment produits dans le canton ;
- les sites d'extraction sont destinés à réceptionner une partie de ces déchets pour leur comblement futur.

Compte tenu de l'impact considérable que l'extraction de matériaux a sur la production de déchets, certains cantons associent d'ailleurs le plan d'extraction des matériaux et le plan de gestion des déchets dans un seul et même rapport, s'assurant ainsi que le cycle entier de la matière soit considéré dans une approche intégrée. Etant donné que l'extraction de matériaux est le premier maillon de la chaîne qui conduit à la production de déchets, on est en droit d'attendre que le projet mis en consultation précise davantage la manière dont il entend considérer les objectifs du canton en termes de limitation des déchets.

De plus, ignorer la problématique de la gestion des déchets, questionne la cohérence du PSEM avec les exigences légales en la matière. L'Ordonnance sur la limitation et l'élimination des déchets (OLED), annonce à l'art. 1 qu'elle « vise à promouvoir une exploitation durable des matières premières naturelles par une valorisation des déchets ». Elle précise également que les cantons doivent établir un plan de gestion de déchet qui comprenne des « mesures visant à limiter les déchets » (art. 4). Finalement, la loi cantonale sur la gestion des déchets (LGD) pose comme premier principe général « La production de déchet doit être limitée dans la mesure du possible » (art. 3). Dès lors, l'absence de considération pour la gestion des déchets semble en contradiction avec les exigences légales.

Cela apparaît d'autant plus que le SEn est actuellement en train de réviser le plan de gestion des déchets (PGD) qui devrait rentrer en vigueur en 2026. Sur la page internet qui lui est dédiée, il indique que deux de ses objectifs principaux sont de :

- 1) limiter de manière durable la production de déchets ;
- 2) viser la fermeture du cycle de vie.

Se pose dès lors la question de savoir comment ces objectifs, fondamentaux dans une perspective de développement durable, peuvent être atteints s'ils ne sont pas considérés dès la planification des matériaux situés à l'amont du cycle de la matière ? A priori, cette problématique a au moins l'air d'être prise au sérieux dans le prochain plan de gestion des déchets au vu de certaines mesures envisagées lors des ateliers participatifs, notamment :

- Sensibiliser à la sobriété,
- Imposer un minimum de granulats bitumineux dans les ouvrages des collectivités publiques,

- Promouvoir des projets de valorisation des matériaux d'excavation,
- Imposer un taux minimum de matériaux de recyclage pour les constructions de l'Etat,
- Subventionner le réemploi,
- Interdiction de l'utilisation de matériaux primaires pour certaines applications techniques.

La mise en application de ces différentes mesures va progressivement réduire la demande en matériaux primaires. Cette tendance sera encore accentuée par les objectifs de densification promulgués dans le plan directeur cantonal (T103), qui auront pour conséquence d'augmenter les quantités de matériaux recyclables et réutilisables au détriment des matières premières. Le PSEM 2024 se doit donc de refléter cette tendance dans ses calculs, puisque du fait de la densification et de l'augmentation progressive de la part de matériaux recyclés, les volumes de comblements sont également amenés à diminuer avec le temps.

En effet, toute gravière excavée doit être à terme rebouchée. Le volume de matériaux nécessaire sur le canton pour combler les sites actuellement ouverts s'élève à 20 mio. de m³. A celui-ci va s'ajouter progressivement les volumes extraits dans les 25 prochaines années, pouvant atteindre, selon le projet actuel un maximum de 57 mio. de m³ en 2050. Si le projet de PSEM 2024 prévoit un volume trop important, cela aura pour conséquence de retarder la remise en état des sites, prolongeant ainsi les nuisances pour la population, le paysage et l'environnement. En outre, le besoin en matériaux d'excavation propre, pour combler les sites ouverts, risque de décourager l'application des mesures de recyclage.

Une approche durable de l'exploitation des ressources en gravier du canton devrait impliquer, entre autres, la prise en compte des éléments suivants :

- fixation d'objectifs de réduction des besoins en gravier, par exemple en favorisant, d'autres matériaux de construction plus durable comme le bois,
- mise en place de mesures incitatives visant à recycler les matériaux de construction disponibles,
- élaboration d'une véritable politique visant à exploiter les matériaux d'excavation, ressource aujourd'hui très largement inexploitée,
- prise en compte également des ressources disponibles à l'extérieur du canton dans une approche globale de développement durable. En effet, l'objectif *a priori* louable de vouloir couvrir les besoins du canton entièrement par des ressources internes au canton ne résiste pas à l'analyse. Dans certains cas, il est plus raisonnable et durable d'assurer l'approvisionnement d'un district sans ressources propres par des gravières situées à proximité dans un autre canton. Dans le même ordre d'idée, il peut être plus raisonnable et durable de se faire livrer du gravier provenant d'un autre canton sur de plus longues distances par chemin de fer que d'exploiter des ressources indigènes impliquant des impacts importants sur la santé des personnes, sur l'environnement et la qualité de vie, ce qu'impliquent plusieurs secteurs retenus dans le projet de PSEM 2024. L'objectif d'une couverture des besoins par les ressources indigènes doit être impérativement interrogé dans le cadre d'une approche globale de durabilité.

Enfin, le ciment représente le secteur de l'industrie suisse émettant le plus CO₂. Alors que le canton de Fribourg s'est doté d'un plan climat ayant pour objectif d'arriver à zéro émission nette d'ici à 2050 (par rapport au niveau de 1990), il est incohérent dans ce contexte que la planification du besoin de gravier ne prévoient aucune diminution durant le même horizon temporel. Si le canton veut tenir ses engagements en termes d'émissions de gaz à effet de serre, le secteur de la construction va devoir de plus en plus privilégier d'autres matériaux que le béton, qui plus est lorsqu'il est issu de l'extraction. Cette transition ne pourra se faire sans une réduction progressive de la quantité de matériaux

excavés. Il faut donc que le PSEM établisse une planification en cohérence avec les objectifs climatiques et leur implication sur la conjoncture économique future.

Conclusion

Le manque de transparence, les nombreuses imprécisions et contradictions avec le cadre légal ainsi que les potentiels conflits d'intérêts constatés remettent en cause la validité du projet de PSEM 2024 soumis en consultation et celle de la procédure. Il convient d'en constater la nullité ou du moins de l'annuler et de renvoyer le dossier à la DIME afin qu'elle redémarre la procédure de manière transparente et respectueuse des droits et des intérêts des citoyens et des communes.

Le futur PSEM devra se baser sur une véritable évaluation des besoins sur la base de critères scientifiques clairement identifiés. Elle doit se faire en conformité et coordination avec le plan sectoriel de la gestion des eaux (PSGE) et la planification de la gestion des déchets, ainsi que dans le respect du plan climat cantonal. L'évaluation des besoins est la première étape de la planification et doit être établie avant de définir les secteurs retenus selon les critères reconnus et conformes aux exigences légales et scientifiques. De plus, il est indispensable de procéder à une mise-à-jour des études géologiques liées au PSAME 1994 qui est partiellement obsolète par rapport à l'état de la technique actuel.

Le nouveau projet de PSEM à réaliser doit au minimum respecter les conditions suivantes :

1. Maintien des 3 catégories de secteurs selon le PSEM 2011, à savoir secteurs à exploiter prioritaires, secteurs à exploiter non-prioritaires et secteurs de ressources à préserver.
2. Retrait de la compétence de la DIME dans le PDCant de pouvoir décider unilatéralement de l'affectation d'un secteur de ressources à préserver comme secteur prioritaire à exploiter et redéfinition de ladite compétence dans le respect du cadre légal, fédéral et cantonal, en matière de modification du statut d'un site en réserve en site à exploiter (voir condition minimale 11).
3. Adoption de la variante 2 du projet de PSEM 2024 avec maintien de zones d'exclusion entre 200 et 300 m à partir des habitations, selon le degré de sensibilité. Les plans correspondants doivent être suffisamment détaillés et documentés pour s'assurer de leur conformité avec le cadre légal dans le respect des droits et des intérêts des citoyens et des communes.
4. Respect de l'autonomie communale en maintenant les « sites naturels et paysagers protégés dans le plan d'aménagement local » dans les critères d'exclusion.
5. Inclusion des "secteurs particulièrement menacés (Au - Ao)" dans les critères d'évaluation.
6. Inclusion des secteurs Zu dans les critères d'exclusion.
7. Abandon des critères de protection des batraciens et des reptiles comme critères positifs d'évaluation. D'une part, c'est en contre-sens par rapport au respect des animaux, de la nature et de la biodiversité et, d'autre part, cela implique que la remise en état ne serait que partielle. Il n'est pas nécessaire d'exploiter des gravières sans les refermer pour protéger et favoriser des biotopes bénéfiques à la faune et la flore.
8. L'ensemble des critères d'évaluation doit être classé en 3 catégories : (1) exploitation des gravières, (2) protection de l'intérêt public en général et (3) protection des riverains. Un secteur ne peut être retenu comme prioritaire que s'il présente un score positif dans les 3 catégories.
9. Description détaillée des mesures concrètes (infrastructures, horaires, etc.) mises en place afin de minimiser les nuisances (bruits, poussières, matières toxiques) pour la population,

avec un programme des contrôles prévus pour en garantir le respect en s'assurant de leur compatibilité avec les exigences en matière de droit de la construction.

10. La détermination des secteurs exploitables doit être précédée par une étude géologique réalisée en conformité avec les moyens technologiques actuels et dans le respect des règles de l'art.
11. Ne doivent figurer dans le PSEM que les gravières, identifiées selon la nouvelle étude géologique indispensable, qui répondent au besoin de la planification et qui sont directement exploitables (voir condition minimale 2).

Un nouveau COPIL doit être mis sur pied, ou du moins sa composition doit être revue, avec une représentation équitable des personnes concernées par rapport aux exploitants de gravière et une véritable transparence sur les éventuels conflits d'intérêts. Comme pour les éoliennes, il convient d'adjoindre aux moins deux experts neutres dans le COPIL de manière à garantir la validité scientifique des faits sur lesquels le nouveau COPIL sera amené à se prononcer. Enfin, le mandat du COPIL devra être reformulé à la lumière des conclusions de la consultation et il conviendra d'organiser une nouvelle consultation dans le respect des règles minimales en termes de transparence. Dans l'intervalle, le PSEM 2011 doit être prolongé jusqu'à l'adoption d'un nouveau PSEM véritablement durable et conforme au cadre légal cantonal et fédéral.

De plus, la révision du Plan Directeur Cantonal devra encadrer de manière claire et détaillée, en précisant les bases légales, la procédure de changement de statut des zones de réserves selon le PSEM en zones d'exploitation potentielles, étant exclu que la DIME puisse assumer seule cette compétence en violation du droit cantonal et fédéral. Il convient dans tous les cas de respecter la procédure ordinaire de révision totale ou partielle des instruments de planification comme prévu par le PSEM 2011.

La DIME doit absolument améliorer la transparence de ses travaux (actuels et futurs) liés au nouveau PSEM. En effet, il est préjudiciable de ne pas avoir communiqué activement sur cet outil de planification qui touche autant le paysage, la biodiversité et la population. Les personnes directement affectées en tant que riverains, propriétaires ou habitants à proximité d'un secteur concerné devraient recevoir une information spécifique sur l'impact du PSEM lors de chaque prochaine phase de son développement. C'est une nécessité afin de rétablir la confiance perdue.

Le respect des citoyennes et citoyens ainsi que de l'autonomie communale est une exigence minimale indissociable de notre système de démocratie directe. La DIME doit ainsi prendre au sérieux les critiques susmentionnées, y répondre de manière détaillée et documentée, et en tirer les conséquences qui s'imposent en développant un nouveau projet de PSEM véritablement durable.